

page 16 : Télé, des réalisateurs parlent

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIÉ
N° 523 - 1,50 F
JEUDI 27 JANVIER 1972.



le combat pour

l'emploi



Transports

Les comités d'usagers se portent bien

La réunion qui s'est tenue à Paris le 22 janvier dernier ne ressemblait à aucune autre. Elle n'avait ni la solennité ni le décorum des congrès politiques ou syndicaux classiques, pas plus que l'agitation et le style de débat des assises des différents mouvements révolutionnaires. L'originalité de cette assemblée générale, où soixante-dix-neuf comités d'usagers de la région parisienne étaient présents tient à la particularité même des comités d'usagers.

Ils sont cent vingt-trois dans la région parisienne, et les cinq mille noms inscrits sur leur fichier ne reflètent qu'une partie de leur influence. Dès leurs premières interventions, ils ont souvent touché la masse, ils l'ont organisée, ils ont obtenu des résultats : ici ce sont des trains supplémentaires, là une ligne de bus qui est ouverte, ailleurs des municipalités forcées de faire des propositions... Dans les comités d'usagers, on s'occupe de problèmes concrets, ce qui n'empêche pas qu'on y pose des revendications globales, politiques. « La carte unique payée par les patrons » est un de leurs mots d'ordre que, peu à peu, les organisations syndicales et réformistes reprennent à leur compte.

Le débat du matin fut particulièrement long et fructueux, chaque comité y versant son expérience. Trois points ressortent plus particulièrement.

C'est d'abord la nécessité d'une connaissance des problèmes des travailleurs de la R.A.T.P., de la S.N.C.F. et des compagnies privées. Ceci dans le but d'unifier la lutte pour de véritables transports en commun. Il est nécessaire, pour cela, d'avancer des objectifs et des revendications qui ne puissent pas permettre au pouvoir de dresser les usagers et les travailleurs des transports les uns contre les autres. Dans cette perspective, les comités d'usagers vont développer leurs contacts avec ces travailleurs. Avec leur fédération, ils projettent d'organiser une journée d'information et d'action sur les conditions de travail dans les transports.

Autre préoccupation, la coordination de l'action des comités d'usagers sur des problèmes qui leur sont communs. Cela paraît nécessaire sur le réseau S.N.C.F. de banlieue. Il y a déjà eu des expériences dans ce sens. De nouveaux projets d'intervention ont été mis à l'étude.

Les militants des comités d'usagers ne sont pas en permanence mobilisés sur des interventions de masse. Mais leur travail se poursuit quotidiennement

à travers des contacts, des discussions, des permanences, et là on parle de tout. Peut-être parce que, dans de nombreux cas, le comité est la seule organisation locale proche des travailleurs, ceux-ci lui posent les problèmes de l'école, des crèches, des logements, du commerce... « Il faudrait faire comme pour les transports... » En effet. Mais les comités d'usagers peuvent-ils répondre à cette demande des travailleurs, et surtout le doivent-ils ? N'y a-t-il pas là le danger de dévier de l'objectif pour lequel ils existent ? L'assemblée générale n'a pas tranché ce problème. Mais le seul fait qu'il se pose montre bien que les comités d'usagers sont bien ces organisations de masse qu'ils prétendaient devenir !

A leur fédération, les comités demandent aussi d'améliorer la coordination, l'élection au bureau de douze membres, susceptible de s'élargir, devrait pouvoir le permettre. Ces douze camarades se voient investis de deux autres tâches importantes. La première est d'ouvrir et d'impulser une discussion sur le mot d'ordre : « Temps de transport compris dans le temps de travail. » On ne peut en effet l'adopter sans avoir bien réfléchi aux conséquences qu'il pourrait avoir et à l'utilisation que pourrait en faire le patronat. N'y a-t-il pas danger de voir l'éloignement du lieu de travail devenir un élément de sélection supplémentaire au niveau de l'embauche des travailleurs ?

La deuxième tâche confiée au bureau est la création d'une Confédération nationale des comités d'usagers. La « nationalisation » de l'action est rendue nécessaire, d'une part parce que des comités et des fédérations se créent en province (Clermont-Ferrand, Nancy, Lille, Toulouse, Lyon, etc.) et, d'autre part, parce que le pouvoir, harcelé à Paris, tente, comme on l'a vu lors de la dernière grève de la R.A.T.P., de dresser la province contre la région parisienne. Un représentant de Nancy a eu l'occasion de poser ces problèmes devant l'assemblée générale.

Le Bureau de la Fédération s'est également vu confier la mission de développer l'information. « Pourquoi ne pas créer un journal ? », ont demandé des comités.

Nés il y a deux ans à peine, les comités d'usagers ont fait la preuve de leur efficacité. La poursuite de leur action dépend moins de l'évolution de leur analyse, qui est toujours bonne et d'actualité, que de l'imagination de ses militants. L'assemblée générale vient de montrer qu'ils n'en manquaient pas.

Noël à Strasbourg

Si les fêtes de fin d'année sont signe de réjouissances pour la plupart des gens, il n'en va pas de même pour tous les travailleurs, et notamment pour les vendeuses des grands magasins. Ainsi, à Strasbourg, la direction du Magmod en profite pour exploiter davantage encore son personnel. M. Graff, honorable directeur de ce « grand magasin parisien d'Alsace », tient son personnel sous sa coupe réglée. Voici quelques exemples parmi d'autres :

Un exercice d'évacuation en cas d'incendie, mal organisé par la direction une première fois, est refait la semaine suivante ; chose anormale diront certains, mais que veulent dire les petits panneaux que le patron affiche : « Exercice fait en dépit du bon sens, nous recommencerons jusqu'à ce que je réussisse à vous inculquer un minimum de bonne volonté et d'instinct de conservation. Malgré votre obstination, je réussirai à faire ce que je veux. » Puis : « Bravo ! cette fois ça a marché. »

Tous les jours, la direction rabote de quelques minutes sur les horaires et même d'un quart d'heure les dimanches, non payés, évidemment.

En temps normal, une vendeuse debout des heures se voit généreusement accorder 10 mn de repos pas jour alors que la médecine du travail prévoit 10 mn toutes les deux heures. Prendre ce repos pendant la période de gros profit de Noël a été très mal vu et même interdit les samedis et dimanches.

Face à cette situation et devant la léthargie des sections syndicales C.F.T.C. et C.G.T., des camarades du P.S.U. ont distribué un tract, élaboré par les vendeuses les plus combattives et adressé à la clientèle pour l'informer des conditions de travail scandaleuses du personnel. Tract très bien accueilli par des clients qui tombaient des nues en apprenant qu'une vendeuse titulaire gagnait 750 F par mois, qu'une apprentie, pour le même travail, touchait 100 F la première année et 300 F la troisième...

Le tract fut moins bien accueilli par la direction qui envoie ses hommes de main disperser les distributeurs. Voilà une façon comme une autre de répondre, elle rappelle si peu certaines méthodes...

Les camarades des grands magasins de Strasbourg n'ont pas fini de faire parler d'elles, même si le directeur-étrangleur généralise ses commandos-policiers. Elles continueront de se battre tant que leurs revendications sur les conditions de travail et sur le plancher de mille francs par mois, y compris pour les apprentis, n'auront pas été satisfaites.



Montereau en rade

En 1960, les pouvoirs publics décidaient de s'associer à l'effort d'expansion de la ville de Montereau. La municipalité a engagé d'importants travaux d'infrastructure pour accueillir les industries promises par le gouvernement. Mais, de celui-ci, on ne voit rien venir ; il n'y a pour le moment, dans la zone industrielle, que six cents emplois sur les cinq mille promis. Une menace grave pèse ainsi sur l'équilibre budgétaire de la ville, ainsi que sur son avenir économique. La population et, parmi elle, des groupes animés par le P.S.U., s'apprêtent à manifester auprès du ministère du développement industriel pour la défense de l'emploi à Montereau.

cinéma 72

Une revue de cinéma lisible et complète rédigée par des cinéphiles qui sont aussi des militants

FEVRIER
NUMERO SPECIAL
sur le
CINEMA FRANÇAIS

OFFRE SPECIALE
Abonnement d'un an
pour 25 F
au lieu de 29 F

en envoyant ce bon
6, rue Ordener, Paris
Chèque à l'ordre de
FED. FR. CINE CLUBS
C.C.P. PARIS 53-97-81

MEETING

contre le chômage et la répression avec Bernard LAMBERT, Henri LECLERC et la section P.S.U. RENAULT, le LUNDI 31 JANV. 1972 : 83, rue Jean-Jaurès - 92-BOULOGNE.

Vient de paraître

Le compte rendu du 7^e Congrès du P.S.U. est paru ! (Lille juin 71) : « Le rôle du P.S.U. - Les textes du Congrès » - 145 pages - 4 F l'exempl.

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Secrétaire de la rédaction :
Philippe Guyot

Comité politique :
Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Christiane - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vailant.

Comité de rédaction :
Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

Photos dans ce numéro :
Collombert (p. 3 et 10), Elie Kagan (p. 14), AGIP (p. 10).
La rédaction réserve ses droits sur les autres clichés.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 25.000 exemplaires

Théâtre de
l'Est Parisien
17, rue Malte-Brun, Paris 20^e
636-79-09 (Métro Gambetta)

L'Opéra de quat'sous
Bertolt Brecht

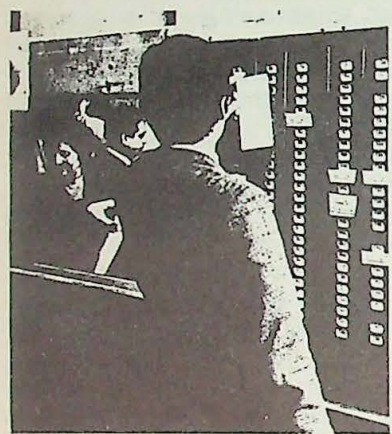
PANTHÉON

Le lien
La chatte japonaise

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h à 24 h

Au sommaire

AUX yeux du grand public, le problème de l'école n'est aigu que de façon sporadique. Tel désordre ponctuel attire par moment les feux de l'actualité. La vérité c'est que le désordre de la culture bourgeoise est permanent et que l'école en fait constamment les frais. Cette semaine, « T.S. » met l'accent sur plusieurs cas typiques d'une politique répressive qui s'étend et amorce pour l'avenir un vaste débat sur l'enseignement en France. (Pages 6 et 7.)



AUTREFOIS, les périodes de chômage allaient de pair avec des récessions économiques. Aujourd'hui, nous avons le spectacle étrange d'un capitalisme qui poursuit sa croissance industrielle tout en jetant les travailleurs sur le pavé. J. Malterre a réuni un dossier sur cette question. (Page 8.)

T.S. a peu parlé de la lutte armée en Irlande. Cette semaine, des camarades qui se sont rendus sur place expriment ce qu'ils ont vu et donnent des précisions politiques sur les forces en présence. Dans les rues, dans les assemblées du peuple et même dans les camps d'internement, il se passe sur cette terre si proche de nous, quelque chose d'exceptionnel. (Pages 13 et 14.)



éditorial

Dix contre nous

Bernard Jaumont

Ça s'appelle le Marché commun. On y a joué à Six ; demain on sera huit, peut-être dix, ça n'a pas d'importance ; on peut augmenter le nombre des joueurs, les règles du jeu restent les mêmes, seulement un peu plus compliquées.

Que ce bon M. Pompidou soit plus ou moins anglophile que son prédécesseur n'a rien à voir dans cette affaire : il n'est pas pour grand-chose dans tout cela, le pauvre. Si finalement, le Marché commun s'élargit, ce n'est pas par la volonté ou contre le gré de quelques hommes, c'est la conséquence normale du fonctionnement de l'économie de profit : tout ce qui entrave l'extension du marché, la circulation des capitaux ou des marchandises, tout ce qui freine le développement et la concentration des entreprises la gêne et il lui faut s'en affranchir. C'est ce qui se passe ici. Le commerce britannique avec les pays du Commonwealth, trop proches des Etats-Unis ou du Japon était de plus en plus difficile ; les Six du Marché commun, difficiles à atteindre derrière leurs barrières douanières communes. Et puis, les choses avaient bien changé depuis quelques années et avec leurs seuls moyens, les firmes britanniques ne pouvaient plus soutenir la concurrence des grands trusts internationaux : la faillite de Rolls Royce, les difficultés des chantiers de la Clyde (qui paraissaient aussi solides que le dollar et qui ont lâché, comme lui) marquaient la fin d'une époque.

Pour les entreprises de Grande-Bretagne comme pour les Six, l'élargissement du Marché commun signifie des possibilités de développement, au moins pour les plus puissantes, celles qui survivront, c'est une sorte de ballon d'oxygène.

Seulement, et selon une autre loi également bien connue, ce genre de remède pose encore plus de problèmes qu'il n'en résoud : définir une politique agricole commune à Six exigeait une maîtrise remarquable dans l'art de satisfaire une clientèle de grosses exploitations sans trop acculer les autres à la révolte. Demain, à huit ou à dix, le capitalisme aura besoin de génie. De même pour ce qui concerne la monnaie : l'embryon de politique à Six a été balayé à la première crise du dollar ; ajouter la livre en prime ne fera que compliquer le problème. Alors, il y a fort à parier que l'entrée de l'Angleterre rendra encore plus difficile l'application d'une politique européenne dans tous les secteurs et que l'on assistera seulement à une disparition des barrières douanières entre tous les pays membres du Marché commun.

Or, c'est l'enjeu de tous les changements, de toutes les restructurations qui se produisent actuellement dans le monde capitaliste, et pour l'instant, il y a encore deux possibilités : il peut se créer en Europe plus particulièrement autour de l'Allemagne, et en Asie, spécialement autour du Japon, des zones où les entreprises se développeraient à l'abri de barrières douanières et où l'on appliquerait une politique commune pour se protéger en particulier des firmes américaines. Mais il se peut aussi qu'aucune politique commune ne soit possible et que dans chaque pays les principaux secteurs d'activité soient contrôlés par d'énormes firmes multinationales qui définissent leur stratégie par-dessus les frontières, capables d'imposer leurs décisions aux gouvernements et fixant leurs options uniquement en fonction des critères de rentabilité.

Ce n'est pas de la politique-fiction et le problème se pose actuellement en France au moins dans un cas : en 1970, M. Pompidou avait refusé à la firme américaine Westinghouse de racheter les actions de Jeumont-Schneider. Seulement ce n'est pas M. Pompidou qui décide : depuis 1970, bien des choses ont évolué mais on ne sait toujours pas quelle grande firme multinationale va contrôler Jeumont-Schneider ; elle ne peut pas rester une affaire purement française, elle n'est pas assez puissante pour cela ; alors le choix est entre une firme germano-suisse (et c'est une solution européenne) et l'inévitable Westinghouse qui a finalement bien des chances de l'emporter.

Face à cette évolution, les réactions sont pour l'instant de trois sortes :

— il y a ceux qui sont favorables au développement du capitalisme sauvage ;

— il y a ceux qui craignent d'être broyés par le développement de gigantesques firmes sur lesquelles aucun contrôle ne pourrait être exercé et qui seront peut-être, dans quelques années, assez puissantes pour intégrer dans leur stratégie toutes les réactions, même les révoltes, de leurs clients, de leur marché, c'est-à-dire nos réactions, nos révoltes. Ceux-là considèrent que l'Europe peut être un moyen de continuer et de freiner le développement des firmes multinationales et ils espèrent en tirer profit pour leur propre compte ;

— et puis il y a ceux qui restent bloqués derrière leurs frontières nationales, dépassés par la rapidité de cette évolution et se paralysant eux-mêmes parce qu'ils refusent de réagir autrement qu'en termes d'intérêt national. C'est trop

souvent le cas des partis qui prétendent représenter les travailleurs.

Ceux qui veulent vraiment changer les structures de cette société et lui permettre d'évoluer vers le socialisme ne peuvent avoir ni l'une, ni l'autre de ces attitudes. Le Marché commun à six, à huit, à dix, cela n'est pas notre affaire et la bataille qui se joue entre les firmes multinationales et les tentatives de regroupement européen, c'est une bataille entre capitalistes pour savoir à quelle sauce ils vont nous exploiter.

Seulement nous ne pouvons pas y rester indifférents parce qu'en définitive, c'est nous qui en sommes l'enjeu, et nous en serons très vite conscients : l'élargissement du Marché commun, cela signifie pour tous les travailleurs de cette zone l'accélération des concentrations, par conséquent des mutations, du chômage au moins temporaire, des migrations des régions les plus défavorisées vers les zones industrielles ; cela veut dire la productivité accrue, les reconversions de plus en plus rapides, des conditions de vie de plus en plus difficiles.

Mais surtout, c'est la possibilité de la révolution qui est ici en cause et c'est de cela qu'il faudra se rendre compte pour abandonner la stratégie défensive résignée qui est aujourd'hui la plus répandue, et pour prendre les moyens d'influencer sur l'évolution de la société dans laquelle nous vivons.

La révolution ne sera pas possible si par exemple toutes les sources d'énergie sont contrôlées techniquement par les Etats-Unis et la première tâche est de préserver la possibilité d'une évolution de l'Europe qui ne soit pas totalement dépendante de l'extérieur. Et cela nécessite que l'on favorise tout ce qui préserve l'indépendance européenne dans les secteurs vitaux pour une économie industrielle (par exemple informatique, énergie nucléaire, matières stratégiques). La révolution socialiste future en aura besoin. Ses degrés de liberté se jouent dès maintenant.

Mais il faut aller plus loin : les institutions qui peuvent être créées en Europe ne sont pas neutres non plus pour préserver les chances d'une rupture avec le capitalisme : le contrôle des changes par exemple peut être un instrument indispensable d'une telle évolution. Il faudra y pousser, même s'il est dans une première phase manié par le capitalisme.

Enfin, et surtout, il faut que tous les travailleurs qui se trouvent en Europe comprennent qu'ils sont solidaires contre le régime qui les exploite.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître

N° 27-28 - La crise du système monétaire capitaliste 2 F

Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.

N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.

N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.

N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.

N° 24-25 - La police dans la lutte de classes 2 F

N° 26 - Rosa Luxemburg, « Grève de masse, partis et syndicats » 1 F

Le numéro simple 1 F

Le numéro double 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F
à « TRIBUNE SOCIALISTE »
9, rue Borromée - PARIS XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Les deux visages de l'unité

Jean-Marie Vincent

L'unité de la gauche est-elle en marche ? Quand on pose la question, nombreux sont ceux qui répondent par la négative et renvoient aux polémiques entre le P.C.F. et le P.S. sur les questions du programme de gouvernement. Il y a effectivement une part de vérité dans ce scepticisme. Au-delà même des déclarations les plus solennelles sur l'autogestion ou sur les nationalisations, le P.C.F. et le P.S. ont un certain nombre de divergences qu'on ne peut balayer du revers de la main. Chaque partie en présence doit en fait ménager sa clientèle et montrer qu'elle est soucieuse de son originalité et de son indépendance par rapport à l'autre. Je ne suis pas réformiste, dit le P.C.F., voyez ! Je veux nationaliser l'essentiel de l'industrie, mettre à bas le régime présidentiel et mettre en question l'hégémonie américaine. Je ne suis pas stalinien ou marqué par l'optique bureaucratique, dit le P.S., voyez ! je me prononce pour l'autogestion pour la refonte complète du système d'enseignement et d'éducation. Sur cette voie la polémique peut continuer indéfiniment (pourquoi pas jusqu'aux élections présidentielles de 1976 ?), chaque interlocuteur insistant sur les faiblesses réelles ou supposées de l'autre pour faire valoir son intransigeance et sa fidélité aux principes.

Les vrais points d'accord

En réalité, les choses sont naturellement plus complexes. La polémique, aussi acide soit-elle dans les termes, n'empêche pas une entente tacite sur nombre de problèmes essentiels. Si le P.S. parle plus volontiers de son attachement à l'union de la gauche et si le P.C.F., depuis son dernier comité central marque sa prédilection pour l'union populaire, les deux partis s'accordent pour accorder la priorité aux luttes électorales. Dans leur esprit il n'est pas question d'attaquer le régime immédiatement en favorisant des luttes extra-parlementaires contre une politique de classe de plus en plus cynique. Non, il s'agit de dénoncer la « marée noire des scandales » pour tailler des croupières à l'U.D.R. Pour cela, il est évidemment nécessaire qu'il y ait un minimum d'accord pour le deuxième tour des élections législatives de 1973. Mais est-il pour autant indispensable de conclure un pacte de gouvernement en bonne et due forme ? Ni le P.C.F., ni le P.S. n'apparaissent pressés dans ce domaine. Le premier, parce que la signature d'un tel accord impliquerait de sa part des concessions qui terniraient quelque peu

sa réputation difficilement défendue de « rigueur révolutionnaire ». Le second, parce qu'il ne tient pas à se lier les mains pour la période qui suivra les élections (on ne sait jamais, les « réformateurs » peuvent représenter un partenaire intéressant). C'est pourquoi de Mitterrand à Marchais on est persuadé qu'il vaut mieux tenir l'opinion en haleine, lui faire miroiter des perspectives un peu plus lointaines et la convaincre qu'on débat au fond de problèmes qui la concernent.

La division du travail

De cette façon s'instaure une sorte de division du travail politique. Le P.S. occupe un versant de la gauche. Il rassure ceux qui aspirent vaguement à changer la vie. De son côté, le P.C.F. s'adresse à ceux qui veulent vivre un peu mieux, c'est-à-dire à ceux qui plient sous le poids des contraintes matérielles (de la pression fiscale à l'inflation en passant par le chômage). Il n'y a, certes, dans tout cela, rien de particulièrement enthousiasmant. Nous ne vivons pas en ce moment une période comparable à celle qui a précédé le front populaire de 1936 : ni le P.C.F., ni le P.S. ne se sont mis à la tête de grandes batailles de classe comme en 1934-1935. Leur attitude au contraire est faite de prudence dans ce domaine, quand elle n'est pas de freiner le plus possible pour éviter les débordements. Mais il ne faut pas déduire de cette constatation que la marche cahotante de l'unité de la gauche se heurte à l'hostilité de l'opinion populaire. Si la grande masse des travailleurs n'est en aucune manière persuadée que les partis de la gauche traditionnelle vont l'entraîner vers de grands bouleversements et vers de grandes victoires, elle n'en est pas moins convaincue qu'un succès du P.C.F. et du P.S. est nécessaire pour desserrer l'étreinte du régime pompidolien. En ce sens, l'unité de la gauche sous son visage polémique et double occupe un espace politique non négligeable. Disons-le aussi franchement, beaucoup de travailleurs qui se heurtent à des difficultés considérables dans les luttes quotidiennes, espèrent faire l'économie d'affrontements durs en appuyant le P.C.F. et le P.S. Encore une fois la recherche du moindre mal apparaît primer les autres considérations.

Les carences des révolutionnaires

Cette situation, où l'on voit re-fleurir en abondance des illusions

réformistes, même chez ceux qui sont devenus plus critiques envers la gauche traditionnelle depuis mai-juin 1968, ne doit ni étonner, ni indignier. Autant qu'aux circonstances et à la conjoncture actuelle, elle est due aux carences du mouvement révolutionnaire. Celui-ci, sous des formes diverses, a eu beaucoup d'initiatives entre le début de 1969 et l'été 1971 (luttes contre la répression, luttes aux côtés des paysans, des lycéens, mise en question de la hiérarchie dans les entreprises). Mais, en dehors de ces batailles ponctuelles, autour de thèmes concrets, il n'a pas su fournir de perspectives globales et relier entre eux des combats dispersés. En d'autres termes, il n'a pas su profiter de l'audience qui était la sienne pour passer à un stade supérieur d'intervention, celui où l'on fait converger des luttes diverses vers des objectifs communs ainsi que vers des affrontements plus décisifs avec l'adversaire de classe et le pouvoir d'Etat. Le mouvement révolutionnaire a su se faire l'écho des exploités et des opprimés, quelquefois il a même fourni des mots d'ordre mobilisateurs à bon escient et en temps voulu, mais il est resté dans une bonne part de ses composantes en deça de la politique. Sa carence essentielle est de ce point de vue d'ordre stratégique. Alors que le P.C.F. et le P.S. proposent un certain nombre de thèmes ayant leur crédibilité, les révolutionnaires n'offrent rien en dehors de critiques souvent pertinentes, mais abstraites du réformisme et en dehors de leur

appui à toutes les luttes qui se déroulent.

La réorientation nécessaire

Il faut donc rectifier le cours. L'unité de la gauche lance au P.S.U. et aux révolutionnaires un défi qu'ils doivent relever, non pas en multipliant les dénonciations ou les excommunications sommaires, mais en montrant sur le terrain qu'ils défendent mieux les intérêts des travailleurs. Cela implique entre autres que toutes les luttes actuelles soient saisies et expliquées comme des luttes contre le pouvoir d'Etat et orientées en conséquence. Dans le domaine de l'emploi en particulier, il n'y a pas de possibilités de succès que si le combat déborde le niveau des entreprises en difficultés, que s'il devient un combat articulé régionalement et nationalement pour mettre en échec la politique économique du patronat et du gouvernement. C'est dès maintenant qu'il faut agir dans ce sens, de façon à jeter les premiers jalons d'une politique alternative à la politique électorale de Mitterrand ou de Marchais. Il faut, en outre, prolonger ces efforts par la mise au point du programme indispensable à la période, c'est-à-dire de l'ensemble des revendications transitoires qui conduisent à la mise en question de l'hégémonie de la bourgeoisie. C'est la seule base sur laquelle pourra se réaliser l'unité des forces révolutionnaires (des organisations aux secteurs avancés du mouvement syndical ouvrier et paysan). □

Cette semaine dans POLITIQUE HEBDO

● FAUT-IL RECONVERTIR LES SYNDICATS ?

Fredo Krumnow répond à P.H.

● L'AGENCE DE PRESSE LIBERATION :

Premier bilan d'une expérience d'information militante.

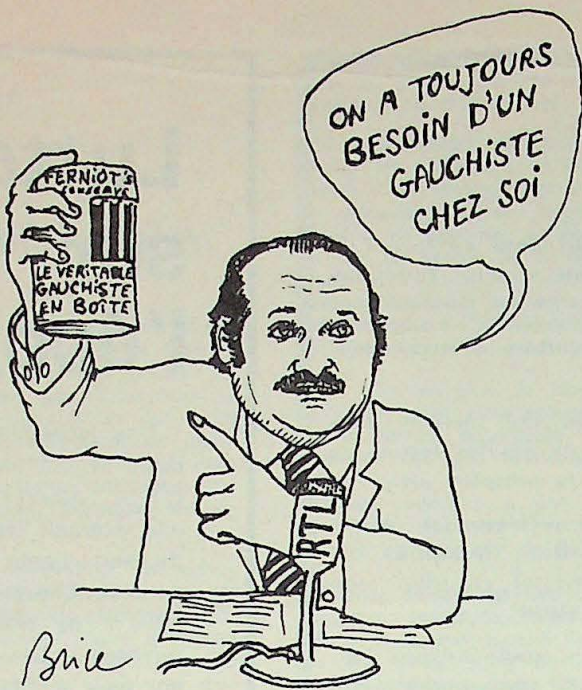
● LA MAFFIA DE LA NEIGE :

Elle est partout à l'œuvre, des Alpes aux Pyrénées.

● U.S.A.

Coopératives alimentaires contre supermarchés.

Tous les jeudis dans les kiosques.



Pouvoir, presse et prisons

La révolte des prisons a noirci les pages des quotidiens et des hebdomadaires.

Après Toul, le rapport Schmelck, Nancy. L'ensemble de la presse a daigné jeter un coup d'œil sur les prisons.

En même temps, le gouvernement lançait une opération de grand style sur le thème « des éléments subversifs dans les prisons », « du chef d'orchestre clandestin de l'agitation », « du complot ».

Comme il y a cent ans, lorsque quelque chose bouge, il s'agit toujours d'éléments manipulés de l'extérieur.

Cette campagne démarrée, vu son peu de succès, on a recours rapidement à d'autres méthodes. « Malgré les mutineries, les prisons seront réformées. »

Comme si le rapport Schmelck avait jailli de la mansuétude de Pleven, alors qu'il a été fait pour calmer l'opinion après les premières révoltes qui déchiraient le masque du système pénitentiaire français.

Mais le rôle de la presse aux ordres ne s'arrête pas à reproduire les communiqués de Pleven. A Nancy, sans aucune vérification, une heure après la fin de la révolte,

on annonce le chiffre de deux millions de francs de dégâts... Un chiffre qui avait les premières pages des journaux durant le week-end, inventé sans preuves dans l'après-midi du samedi par un fonctionnaire de Nancy.

Quant à la presse nancéenne, le lendemain de la révolte, elle fustige ceux qui tentaient d'expliquer les causes de la révolte. « Quelques perturbateurs professionnels, gauchistes, très bien connus dans la ville... », cela dans « l'Est républicain », journal de J.-J. S.-S. qui apporte aussi son aide à la répression.

Quant au journal U.D.R., il ose écrire « Ils (les détenus) veulent passer du régime de la pension de famille à celui de l'hôtel trois étoiles. » (Républicain lorrain, 16 janvier.)

Une telle analyse a dû plaire en haut lieu puisqu'on la retrouve dans « le Progrès » de Lyon du 18 janvier, et, surtout, développée dans l'ignoble « Journal du dimanche » du 23 janvier dans l'article de René Barjavel « De la prison poubelle à la prison dorée ».

Cet individu noircit une page entière des formules suivantes :

il y a quelques années, les prisons de la région parisienne étaient encore encombrées au taux de 300 %.

Une prison modèle dans la région parisienne (la « plus moderne et la plus confortable de France ») : très moderne, univers aseptisé, cellules individuelles propres et convenables où le détenu est voué à l'isolement et au silence, on communique avec le surveillant par interphone... En été les instituteurs partent (légitimement) en vacances. Des détenus enfermés et isolés ainsi dans l'inaction 23 heures sur 24 (une heure de promenade par jour) sombrent dans le déséquilibre et le désespoir. Il faut droguer. Il y a eu de nombreux suicides dans cette prison.

Dans l'ensemble, environ 50 % des détenus ne travaillent pas. Ils sont voués soit à la promiscuité de jour et de nuit, au pourrissement, à l'homosexualité, soit à la solitude et à l'inaction en cellule individuelle. Délabrement physique et moral, de nombreuses tentatives de suicide.

Et pour tout ce monde :

Un personnel pénitentiaire des plus réduits, travaillant dans des conditions démentielles et parfois dangereuses.

162 agents de services sociaux

Les à-coups de Ferniot

Le rapport Schmelck sur les prisons aura au moins démontré que tout ne va pas pour le mieux dans la meilleure des nouvelles sociétés possibles. Alors quoi, les gauchistes avaient donc raison ! Le gouvernement aurait-il l'infamie de nous cacher une chose pareille, aurait pu penser le Français le moins mal intentionné. Interdit de penser — Ferniot pense pour vous. Et aussitôt, au micro de R.T.L., ce zélé et inlassable serviteur du pouvoir, d'imaginer un éditorial qui vaut son pesant de francs dévalués. Bonnes gens, pas de morosité, le gouvernement était de bonne foi. Il n'était pas au courant. C'est chaque fois la

« Nous sommes, par bonheur, dans un pays où personne — pour combien de temps encore ? — n'est privé de liberté parce qu'il ne pense pas de la façon dont on doit officiellement penser.

« ... Les hommes qui sont en prison y sont parce qu'ils ont tué, volé, violé, escroqué ou commis d'autres actions du même répertoire (...). Dois-je plaindre ces malheureux jeunes gens spécialistes de l'assomage de vieilles femmes ? », etc.

Tout est du même acabit.

En ce moment, les prisons sont pleines de gangsters irrécupérables, ils doivent être justement punis.

C'est oublier les procès politiques, les militants révolutionnaires emprisonnés. C'est oublier le nombre important de détenus non condamnés — plus de cent en préventive à Nancy. C'est aussi oublier quelles sont les couches sociales qui peuplent les prisons.

En même temps (cf. l'encadré sur Ferniot) une série de journalistes proches du pouvoir tente de jouer la récupération d'un gauchisme-baromètre des contradictions du système.

même chose : pour l'université, les petits commerçants, les affaires immobilières, le S.A.C., il est toujours le dernier averti. Que les gauchistes mettent en lumière un scandale, et la V^e n'aura de cesse de proposer ses réformes adéquates. Voilà donc Ferniot transformé en prophète d'une organisation scientifique du travail politique. La société avance par à-coups gauchistes, contestez, et nous ferons le reste. Allez dire à vos maîtres, M. Ferniot, qu'ils feraient mieux de se méfier, que ces gauchistes, que vous défendez d'habitude avec tant de passion, ne leur en laissent pas l'occasion par les temps qui courent. □

Ces deux attitudes se complètent parfaitement. En même temps qu'on tente d'intégrer un gauchisme — jouant le rôle de soupape de sûreté — on montre la pensée profondément généreuse du gouvernement, y compris face à des criminels.

La main tendue électoralement, de « l'Express » à « Minute ». Si tous ces journalistes, du « Parisien libéré » à « France-Soir » ne trouvent pas de caractères assez grands pour annoncer les centaines de millions d'anciens francs de dégâts causés par les prisonniers de Nancy, par contre, ils sont étrangement muets sur une série de milliards dilapidés. Ils n'ont plus assez de place pour parler des milliards détournés par l'échec de la Villette, du scandale du Parc des Princes.

Le « Parisien libéré » a, même, durant toute la semaine dernière, totalement passé sous silence les révélations faites sur les non-paiements d'impôts de Chaban-Delmas.

Ainsi, pour cette presse il y a des bons et des mauvais millions volés.

Cet étrange raisonnement n'est pas pour nous étonner. Nous savons bien que balayer la fange des prisons passe par balayer la fange du régime. □

Témoignage

126.000 personnes passant chaque année par nos prisons. Des délinquants de plus en plus nombreux et de plus en plus jeunes — une majorité de moins de 30 ans —. Des jeunes de 18 à 25 ans attendant pendant des mois d'être jugés, des prévenus attendant leur jugement pendant des années, trop souvent dans des pourrissoirs. Des magistrats dévoués dans l'ensemble, trop peu nombreux, croulant sous les dossiers faute d'assistants et d'aide matérielle.

80 à 90 % des délinquants soit dépourvus de famille, soit issus de familles perturbées par la mésentente, l'alcoolisme, la prostitution, l'entassement dans les taudis... des filles engrossées par leur propre père, des enfants voués à la prostitution par leurs parents — Des instables, des détraqués sexuels, des inadaptes, des déséquilibrés... des gosses abandonnés « élevés » dans la rue (les appareils à sous, les cafés, les affiches pornographiques, la violence)...

Cinq pour cent de quasi-illettrés parmi les détenus.

Trop peu nombreuses, presque toutes vétustes (certaines datent de 1453), la plupart seraient à raser —

Notre dossier sur les prisons dans le numéro 522 nous a valu un courrier important. Parmi celui-ci, nous extrayons une lettre d'une militante qui travaille dans les prisons de la région lyonnaise. Cette lettre nous a paru décrire avec intensité ce que l'on voit des prisons, de l'intérieur.

dont 9 à temps partiel pour une population pénale de plus de 35.000 détenus ! Et un certain nombre de bénévoles (visiteurs, cours par correspondance, etc.) réduits au silence sous peine d'être expulsés par l'Administration s'ils osaient dire ce qu'ils savent.

Un public mal informé, nourri de faits divers genre « série noire » par une presse en mal de sensationnel et ignorant tout des véritables problèmes. Une opinion publique à « bonne conscience », reprobatrice et répressive, préférant ne pas savoir et ne comprenant que la ségrégation vis-à-vis de celui qui n'est pas « comme les autres ».

Voilà ce que retrouvera le détenu à sa sortie : 500 francs en poche, une santé « morale » et physique ruinée, un déphasage complet par rapport à la vie en société, le plus souvent pas de famille, pas d'amis, pas de logement... et un casier judiciaire.

La solution ? : le suicide ou la récidive.

Une réforme pénitentiaire est prévue... sur le papier. Elle semble porter des fruits là où elle est partiellement appliquée (il y a de nombreuses bonnes volontés) ; mais elle est toujours à l'état embryonnaire entre autres pour une bonne raison :

Le budget global du ministère de la Justice équivaut à deux kilomètres d'autoroute.

85 % des détenus ne passent que quelques mois en prison. Ce ne sont donc pas tous des « monstres sanguinaires ». Ils ne demandent qu'à se réhabiliter. Mais les chances qui leur sont données sont squelettiques.

Alors ? Les équipements et les crédits nécessaires pour prévenir et refaire des hommes ou des dépotoirs et au besoin la guillotine pour « débarrasser » la société ?...

Nous sommes tous concernés. Il peut y avoir des « accidents » même dans les « bonnes » familles ! A quoi ressemblent les détenus ? Ils ressemblent étrangement à nos fils et à nos frères... □

**la révolution
qu'est-ce que c'est ?**

Un projet : un numéro spécial de T.S. sur l'école

T.S. n'a pu revenir ces dernières semaines sur l'analyse des luttes dans l'école et non sur leur seule description. Nous aurions voulu, dans ce numéro, reprendre le débat au fond sur l'élaboration d'une stratégie de lutte socialiste dans ce secteur. De nombreux camarades nous ont en effet envoyé des éléments de réflexion sur ce point. La priorité donnée à l'action de soutien aux enseignants grévistes de la faim nous oblige, faute de place à reporter à un prochain numéro la suite de ce débat. C'est également pour avoir l'occasion de revenir plus à fond sur ce problème que nous proposons ici le projet d'un numéro spécial de T.S. sur le Savoir et sur l'École.

Il faut le dire : nous n'avons au P.S.U. que très peu d'outils pour mener un combat sérieux sur l'ensemble du secteur de la culture, de la recherche et de l'école. Des actions plus ou moins importantes, plus ou moins réussies se mènent chez les lycéens, chez les enseignants. D'autres sont prises en charge par des travailleurs qui découvrent l'importance de l'école dans le processus d'exploitation qu'eux-mêmes ou leurs enfants subissent. D'un autre côté ceux qui ont du temps et de l'argent pour s'acheter des bouquins peuvent trouver des éléments d'analyse et de réflexion intéressants chez Baudelot, Establet (l'École capitaliste en France) dans les textes de la pédagogie institutionnelle (Lapassade, Lobrot, Vasquez, Oury...) ou encore dans les idées introduites par Ivan Illich sur la déscolarisation. Ce qu'il nous manque : une capacité d'information pour mieux analyser les luttes d'un type nouveau qui sont en train de surgir dans l'École. Et surtout des éléments d'articulation entre la recherche théorique actuelle et la pratique quotidienne d'une action politique.

C'est pourquoi nous pensons que parmi les instruments que le parti peut se donner pour agir et pour mener le travail d'élaboration d'un projet socialiste, un numéro spécial de T.S. sur le Savoir et l'École pourrait être utile. Voici comment nous comptons procéder :

Dans un premier temps un projet de plan pour ce numéro sera envoyé aux camarades dont nous avons les noms au secteur enseignement, et à des camarades des secteurs agricole et entreprises afin de briser avec la méthode traditionnelle de travail qui limite, quoi que nous pensions par ailleurs, l'action sur ce secteur aux seuls membres du système scolaire. Nous enverrons également ce projet

à tous les camarades qui nous en feront la demande en écrivant au secteur Enseignement.

Ce projet s'articulera autour de trois questions :

— quelles actions ont été menées dans votre secteur, par qui, et quelles leçons en avez-vous tirées ?

— quels éléments de réflexion théorique avez-vous à votre disposition (bouquins, documents, brochures, etc.) et en quoi vous aident-ils dans votre pratique ?

— quelles perspectives, quels moyens d'action, quels outils militants vous sembleraient nécessaires pour fonder les éléments d'une stratégie socialiste sur le secteur de l'École, de la Recherche et de la Formation ?

Dans un deuxième temps et compte tenu des réponses, des projets d'articles, une réunion nationale sera rapidement organisée en commun avec les secteurs entreprises et agricole du parti. C'est à cette réunion que sera élaboré définitivement, si le besoin s'en est suffisamment fait sentir ce numéro spécial de T.S.

Afin de savoir si cette proposition correspond à un besoin et pour nous permettre d'envoyer le projet de plan au maximum de de camarades, nous vous demandons d'écrire ou de renvoyer par retour du courrier ce coupon au secteur Enseignement (9, rue Borromée - Paris-15^e).

Bulletin réponse

Coupon à renvoyer au secteur Enseignement
9, rue Borromée, Paris (15^e)

NOM

Prénom

Adresse

Secteur d'activité

Fédération

— Désire recevoir le projet de plan pour un numéro spécial de T.S. sur le Savoir et l'École.

— Pourrait participer à la réunion de rédaction de ce numéro.

A titre de projet - Nombre de numéros demandés : (indiquer Fédération, Section, ou personnel).

Luttes sur l'école

Une lycéenne, Marcelle Bethe a été renvoyée du C.E.S. Albert-Camus où elle exerçait les fonctions de surveillante de demi-pension. Elle avait été vue dans la rue vendant « Lutte ouvrière ». Devant ce renvoi pour motifs politiques les enseignants et la section du Snes protestèrent et demandèrent sa réintégration. Le principal exhiba alors une démission signée de la surveillante qui s'avéra être un faux. Face à la campagne de calomnies lancée contre Marcelle Bethe, campagne à laquelle le P.C.F. a cru bon de joindre sa voix, les parents de la lycéenne ont porté plainte contre le principal pour faux et usage de faux, diffamation et injures publiques.

Appel financier

En milieu de matinée, samedi 22 janvier, une ambulance venait chercher Gervais Barret sur son lieu de travail de Clichy-sous-Bois. A la suite de sa grève de la faim, son état a nécessité l'hospitalisation. Les autres grévistes D.O.M.-T.O.M. sont eux aussi à l'hôpital.

Par ailleurs, nos camarades de Perpignan nous signalent également que le Comité de soutien au septième gréviste Yvon Poudroux, organise jeudi une manifestation dans la ville.

Le Comité de soutien qui a popularisé leur lutte et qui se battra encore pour obtenir satisfaction lance un appel financier. Les dons peuvent être adressés à l'U.G.T.R.F., 85, rue Pixérecourt, Paris 20^e, C.C.P. 21 725 91 Paris.

**Réunion de la Coordination Parisienne Enseignants syndiqués et non syndiqués
le samedi 29 janvier à 14 h. 30,
8, villa du Parc Montsouris, Paris-XIV^e**

Organisons le soutien des grévistes de la faim

Après les trois maîtres auxiliaires d'Hau-mont qui ont fait la grève de la faim au mois d'octobre pour protester contre leur licenciement arbitraire par l'Education nationale, quatre enseignants de la région parisienne, licenciés, suspendus ou mutés d'office pour des motifs politiques, viennent d'entamer une action identique contre la répression dans l'enseignement secondaire.

Le courant de solidarité et de mobilisation qui a commencé de se manifester autour de ces enseignants, Jocelyne Ben-simon, Alain Roux, Michel Thomé et Annick Tissier, et qui se marque en particulier par la participation d'une mère d'élève et d'un lycéen à la grève de la faim, doit s'amplifier de la même façon.

Cette action est à rapprocher, d'autre part, de la grève de la faim des fonctionnaires qui ont été arbitrairement déportés de leur pays, afin d'empêcher qu'ils con-

tribuent par leur action à renverser l'oppression colonialiste dans les prétendus départements d'Outre-mer.

Ces camarades ont attaqué l'école bourgeoise en s'efforçant de nouer avec leurs élèves des relations libres et confiantes, en répondant à leurs intérêts et à leurs besoins, en dévoilant certains des aspects du rôle de chiens de garde que les programmes et les instructions, prétendues neutres, imposent aux enseignants, en faisant obstacle à l'infantilisation du maître et des élèves par l'inspection générale.

De plus en plus, la répression élimine ceux qui osent ainsi entreprendre la lutte sur le terrain de l'école. Mais, pour la première fois, elle va devoir tenir compte d'une riposte collective et politique. Une tactique collective a été élaborée. Une coordination des enseignants s'est établie dans la banlieue sud de Paris.

Après de chacun des grévistes de la faim, des comités de soutien se sont constitués avec la participation de parents d'élèves, de syndicalistes, de travailleurs voisins de l'établissement. Il faudra les renforcer et les élargir, en créant partout où se manifeste la répression.

Pour accroître la mobilisation, pour amplifier la solidarité, une manifestation centrale aura lieu à Paris, le vendredi 28 janvier. □

Et les auxiliaires ?

Les différentes mesures touchant les maîtres auxiliaires qui ont été prises un peu partout depuis le début de l'année posent de manière plus aiguë à la fois le problème de la nécessaire prise en charge élargie de leurs revendications et le problème des structures de lutte adéquates.

Il semble en effet de plus en plus patent pour de nombreux auxiliaires que l'action syndicale n'a en rien résolu leurs problèmes et que, même, se pose la question de savoir si le cadre syndical offert actuellement ne devient pas un obstacle aux luttes des maîtres auxiliaires, ces « travailleurs immigrés » de l'Education nationale. Nous reviendrons plus à fond sur ce sujet de plus en plus brûlant car il risque de remettre en question un certain nombre d'idées reçues sur le syndicalisme enseignant dans le cadre des nécessités actuelles de la lutte dans l'école. □

Pour une théorie et une pratique révolutionnaires

Critique socialiste

Revue théorique du P.S.U. - bimestrielle

● Le N° 6 vient de paraître.

Sommaire :

- Critique du Traité d'Economie marxiste du P.C.F. : nationalisations, entreprise, Etat. (Philippe BRACHET.)
- Lenine sur la question nationale et les Etats-Unis socialistes d'Europe. (Pierre NAVILLE.)
- Sur les bases objectives du révisionnisme (causes internes ou externes ?) (Emmanuel TERRAY.)
- Où va l'expérience chilienne ? (Pierre DELAIN.)
- Bolivie : la longue marche vers la révolution. (Erick PESSIOT.)
- A paraître dans les numéros suivants (le n° 7 sort mi-mars).
- Sur le Traité et le programme de gouvernement du P.C.F.
 - L'économie politique de la classe ouvrière. (J.-M. VINCENT.- N° 7
 - De la justification du système des qualifications à l'acceptation de l'exploitation. (Pierre ROLLE). N° 7
- Sur la classe ouvrière du capitalisme actuel. (Michel ROCARD. N° 7
- Sur la pédagogie du programme révolutionnaire. (J.-M. KAY, G. FERAN) N° 7
- Présentation des T. IV et V du Nouveau Léviathan sur la planification et la bureaucratie (parution en février). (Pierre NAVILLE). N° 7
- Sur l'aménagement du territoire et les régions (Christian GUERCHE). N° 8
- Sur le stalinisme. (Lucio COLETTI). N° 8
- Le marxisme peut-il utiliser le calcul marginal ? Application (débat). N° 8 au secteur des transports.
- Sur le « capitalisme monopoliste d'Etat » et l'analyse du système économique international. (Jacques MALTERRE) N° 8
- Histoire de la lutte des classes et du sous-développement de la Corse. (Fédération du P.S.U.)
- Sur le concept d'accumulation socialiste primitive. (Michel CAPRON) N° 8
- Problèmes actuels des stratégies syndicales. (André GARNIER). N° 9
- Table ronde sur la crise de l'Etat (syst. pénitencier, police, magistrature). N° 9

Le numéro 5 F. Abonnement : 6 numéros 24 F (indiquez les numéros désirés). Editions Syros, 9, rue Borromée, Paris 15^e. C.C.P. n° 19.706.28 Paris. Achats à partir de 5 exemplaires : 4,5 F le n° ; à partir de 20, 4 F le n°.

VIE

quotidienne

Au foyer des apprentis jockeys

DEPUIS près de quinze jours, le Foyer des apprentis jockeys de Maisons-Laffitte est occupé par les animateurs. Cette occupation constitue un nouveau stade dans une lutte qui a débuté à la rentrée de septembre 1971.

Les débuts de la lutte

A cette époque, le licenciement d'un animateur par la direction avait entraîné :

1. L'accélération de la constitution d'une section syndicale C.F.D.T. ;
2. La décision, après une série de grèves surprises d'une grève illimitée.

Très vite fut créé un comité de soutien. La mort accidentelle d'un apprenti jockey, le 10 novembre, devait donner une dimension nouvelle au conflit, mettant l'accent sur la carence totale des conditions de sécurité pour les apprentis jockeys. Le 12 novembre, une manifestation à Maisons-Laffitte regroupait sept cents personnes. Le 20 décembre, le comité de grève organisait un gala de soutien.

Cette lutte est importante, car elle dénonce une série de scandales :

Les animateurs : Outre des horaires de travail aberrants (100 heures en 11 jours consécutifs), ils refusent de plus en plus le rôle qu'on leur fait jouer, celui de « gentils organisateurs » style Club Méditerranée, chargés d'amuser les jeunes pour leur faire oublier quelques heures les conditions d'exploitation dont ils sont victimes.

Or, en ce qui concerne les apprentis jockeys, cette exploitation est particulièrement poussée (même la presse bourgeoise s'en est émue, ce qui n'est pas peu dire).

Issus pour la plupart de milieux prolétaires (59 %) et de familles nombreuses, ils choisissent cette profession dans l'espoir de « s'en sortir », en devenant un jour une grande vedette des hippodromes. Or, 2 % des apprentis seulement, deviendront jockeys.

De 14 à 16 ans, les apprentis sont soumis à un horaire hebdomadaire de 54 heures de travail (scolarité plus 35 heures chez un entraîneur) alors que la convention d'éducation professionnelle ne fait état que de 28 heures).

De 16 à 18 ans, ils ne sont plus soumis à l'obligation de suivre des cours scolaires et sont à la disposition de leur entraîneur chez qui ils logent, dans des conditions souvent scandaleuses.

Les apprentis touchent 50 F par mois alors qu'ils effectuent le travail d'un adulte. Certaines écuries ne fonctionnent qu'avec des apprentis, c'est tellement plus rentable.

Ils acceptent tout : horaires surchargés, brimades, et coups de la part des entraîneurs, dans l'espoir de monter un jour.

Les lads : Pour ceux-ci, la période des illusions est finie. Ils savent qu'ils ne seront jamais jockeys. Payés à la journée (41,50 F, les jours de congé n'étant pas payés), ils n'ont pas d'espoir de promotion, de qualification professionnelle. La plupart abandonnent et finissent garçons de café... ou militaires de carrière.

Ainsi, pendant cinq ou dix ans, ces jeunes auront servi aux entraîneurs de main-d'œuvre quasi gratuite.

Peut-il en être autrement dans une société qui n'offre aux enfants des prolétaires que deux issues : devenir O.S., comme papa, ou être, un jour, peut-être, s'ils sont bien sages, une vedette du sport ou de la chanson.

Nécessité d'une organisation

Pour lutter contre cette situation, il est important que les apprentis, les lads, et leurs familles s'organisent, face à la société de Steeple-chase et au puissant syndicat des entraîneurs.

En ce qui concerne les parents, il y a eu tentative de création d'une association des parents d'élèves du Foyer, tentative avortée à la suite d'un chantage de la direction (l'association est créée mais le directeur du Foyer en est président).

Au cours des journées d'occupation des locaux, des réunions d'information ont été effectuées auprès des lads par trois syndicats : C.G.T. (12 participants), un syndicat maison (20 participants), C.F.D.T. (70 participants). Néanmoins, on ne compte pas encore de syndiqués, et, si dans les semaines qui suivent aucune organisation sérieuse n'est mise sur pied le mouvement risque d'être récupéré d'ici quelques mois. Il est urgent que des garanties soient données contre toute possibilité de répression syndicale.

Certes, quelle que soit l'issue du conflit, quelque chose aura changé. La dénonciation des conditions de travail des « prolétaires du cheval », ainsi que le procès intenté par la C.F.D.T. contre la société de Steeple-chase, généreront sans doute quelques profiteurs du milieu des courses.

Mais, il faut aller plus loin. Il faut démasquer le mythe du tiercé, dont sont victimes, à titres divers, l'apprenti qui rêve de devenir jockey et le travailleur qui joue 3 F chaque dimanche.

Marie-Hélène Richard

Statistiques sur l'origine sociale des apprentis (1970)

Milieu ouvrier	59 %
» fonctionnaire	10 %
» commerçant	11 %
» cultivateur	9 %
» cadre	1 %

Origines familiales

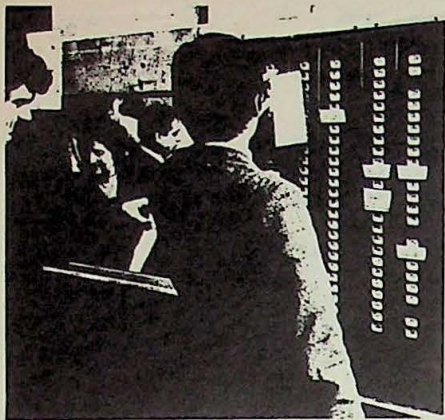
10 % issus de familles désunies, divorcées ;
8 % ont un père ou une mère décédé ;
plus de 50 % sont issus de familles nombreuses (5 enfants et plus).

Pour tout soutien financier, adressez vos dons à :

C.C.P. 30 - 348 - 82

La Source SACLEP.

Mention : Soutien à Maisons-Laffitte.



Ciel gris, horizon noir

Jacques Malterre

M. FONTANET, ministre de la santé et du travail, parlait, il y a quelques jours, de « l'érosion de l'emploi ». « Vous voulez sans doute évoquer la montée du chômage ? » lui lança brutalement un journaliste impatient.

Quand les choses vont mal, le pouvoir aime bien employer des expressions vagues pour camoufler les faits. Mais les faits sont têtus. Il y avait, à la fin de 1971, 100.000 demandeurs d'emploi de plus qu'au début de l'année 1970.

Cependant, la situation économique est loin d'être mauvaise. La production industrielle aura progressé, depuis un an, de 6 % ; les récoltes de 1971 sont plutôt bonnes, la dernière enquête auprès des commerçants révèle que les affaires, un peu molles en septembre-octobre, ont bien marché en novembre.

La mort du VI^e Plan

Mais alors, on s'interroge et on s'inquiète : Si en 1971, avec une situation économique assez satisfaisante, le chômage a augmenté rapidement, qu'est-ce qu'il sera en année médiocre, comme risque fort de l'être l'année qui commence ? Déjà, le manque d'emplois atteint toutes les catégories — surtout les jeunes et les moins qualifiés —, mais il frappe durement aussi les cadres ; quant aux travailleurs de plus de 45 ans qui ont perdu leur poste, ils ne sont réembauchés qu'avec répugnance aux yeux des employeurs, ce sont presque déjà des vieux !

Effectivement, il y a de quoi s'inquiéter. Les services de prévision officiels s'attendent à une forte croissance du chômage cette année. C'est, au bas mot, 100.000 travailleurs qui iront grossir les rangs des chômeurs.

Nos prévisionnistes ne sont pas surpris. N'avaient-ils pas calculé, lors de la préparation du VI^e Plan, qu'il faudrait une croissance de 6 % par an, de 1970 à 1975, pour « absorber » tous les travailleurs nouveaux et seulement eux, par conséquent sans que cela permette d'améliorer la situation de départ ?

1971, considéré comme une « bonne année », aura cependant eu des résultats inférieurs aux objectifs du Plan ; 1972 doit prendre encore plus de retard et il y a peu de chances que 1973 soit très brillant. Personne ne croit sérieusement qu'au cours des deux dernières années du VI^e Plan on rattrapera ce qui a été perdu.

Il y a des risques pour que l'on s'installe, durablement, dans le sous-emploi. Un volant de 700.000 à 800.000 chômeurs pèsera en permanence sur les rapports de forces entre le patronat et les salariés.

La France, avec un peu de retard, connaîtra alors la situation de la plupart des pays capitalistes. Aux Etats-Unis, en dépit de toutes les mesures de relance prises bruyamment par Nixon, le chômage reste aux alentours de 6 % de la population travailleuse totale. M. Heath, Premier ministre britannique, a perdu son pari d'empêcher le chômage d'atteindre un million de salariés, et les choses ne vont guère mieux dans des pays comme le Canada ou la Suède.

Une stratégie de la bourgeoisie ?

Cette situation n'est pas pour déplaire à beaucoup de dirigeants de la bourgeoisie. Ils voient en elle la possibilité de reprendre enfin bien en mains la classe ouvrière de leur pays.

Après Mai 68, après les grèves sauvages en Allemagne, le Mai rampant et ses délégués en Italie, la pression des travailleurs s'exerçait fortement. Les hausses des salaires, en particulier, échappaient largement au contrôle des autorités. Une bonne réserve de chômeurs est souvent considérée comme une garantie de modération pour les revendications ouvrières.

Cette stratégie, il faut y prendre garde, n'est pas celle de tout le patronat ou bien ne l'a pas toujours été. Au début de la préparation du VI^e Plan, on se souvient qu'une aile du C.N.P.F. préconisait une croissance ultra-rapide « à la japonaise ». Ceci devait entraîner une embauche importante, mais les initiateurs de cette poli-

tique jouaient la carte de l'intégration de la classe ouvrière : la croissance rapide permettait de distribuer des salaires assez élevés sans ralentissement des profits ; elle rendait également possible le financement d'une grande politique contractuelle pour « changer la condition ouvrière ».

Groupés derrière des hommes politiques comme Giscard d'Estaing, les conservateurs de la classe dirigeante avaient dénoncé cette stratégie « aventuriste ». Ils l'ont emporté avec le VI^e Plan et l'évolution actuelle est assez conforme à leurs vœux.

Pas d'embauche

Le développement économique tel qu'il est conçu par le gouvernement et le patronat est incompatible avec le plein emploi. Ceux-ci veulent à tout prix privilégier la croissance industrielle.

Or, on sait, depuis des années, que l'industrie crée peu de postes de travail, même lorsqu'elle se développe. Au cours des années 1969 et 1970, le patronat français, gorgé de bénéfices, a injecté massivement ses capitaux dans la production et, cependant, les effectifs n'ont que très peu augmenté. L'explication est simple : l'argent a surtout été utilisé pour remplacer des équipements vétustes autour desquels s'affairaient de nombreux ouvriers (ou employés, dans la mécanographie, par exemple) par des appareils nouveaux qui sont surveillés et servis par un très petit nombre de travailleurs. La production peut s'accroître avec une baisse des effectifs et des conditions de travail plus dures.

Ce sont donc surtout les services qui devraient permettre le plein emploi. Cela ne serait pas difficile. Il suffit de penser aux besoins de la recherche, de l'éducation, de la santé, de la culture et des loisirs. Seulement, les crédits, ici, sont très limités : le budget de l'Etat, source de la pression fiscale, ne doit pas croître trop vite. Ses crédits sont plutôt orientés vers l'équipement public annexe de l'industrialisation, et qui requiert peu de travailleurs. Même dans les

services sociaux, on a privilégié les dépenses d'équipement par rapport aux dépenses de fonctionnement, de telle sorte que des centres hospitaliers universitaires sont faiblement utilisés, faute d'argent, pour embaucher le personnel correspondant.

Toute cette politique porte un nom scientifique, c'est la substitution du capital au travail. Déjà aux U.S.A., on n'arrive plus à redescendre en dessous des 5 % de chômeurs, et on sait qu'il y aura de moins en moins besoin de main-d'œuvre pour assurer la croissance. Si, en plus, les années 70 voyaient un fléchissement du développement capitaliste, comme certains experts le pronostiquent, alors la situation deviendrait dramatique.

A dégager

Le gouvernement français semble assez conscient du danger que présente cette situation (surtout dans la perspective des élections législatives et présidentielles). On pourrait croire qu'il va s'efforcer de provoquer la création de nombreux emplois ou de réduire la durée du travail pour que tout le monde puisse trouver un poste ; ce n'est pas là, apparemment, son choix actuel.

Sa stratégie vise plutôt à réduire le nombre des demandeurs d'emploi : adapter l'emploi à l'économie telle qu'elle fonctionne plutôt que l'inverse.

Pour cela, tous les moyens sont bons. Il y a d'abord les travailleurs étrangers : on peut en manipuler le nombre sans s'exposer à des réactions très dangereuses, quitte à les faire revenir s'il fallait à nouveau, dans quelque temps, peser à nouveau sur le marché du travail et à oublier que ce sont aussi des hommes. Il y a les femmes. Chacun sait qu'elles ont la fâcheuse tendance à vouloir occuper des postes qui, comme chacun sait, reviennent de droit aux hommes ! Une manipulation de l'allocation de salaire unique devrait permettre de faire varier le débit du robinet. Ensuite, il y a les travailleurs âgés, surtout ceux qui sont censés ne plus avoir une bonne productivité : il n'y a qu'à en faire des retraités au rabais, des demisoldes de la guerre capitaliste. Enfin, le truc suprême consiste à retirer des travailleurs du marché sous prétexte de compléter leur formation. En soi, c'est une excellente chose, mais cela peut être aussi le pire si des centres mal équipés et contrôlés par le patronat dispensent une formation qui ne complète rien du tout à des faux chômeurs que l'on relâchera sur le marché du travail quand ce sera utile et sans leur assurer des garanties de emploi dans des conditions au moins équivalentes à celles de leur ancienne situation.

N'oublions pas, enfin, les mesures qui s'esquissent pour conserver à la terre et dans leurs échoppes des jeunes cultivateurs et des artisans et commerçants. On leur fait miroiter de grandes améliora-

tions de leur condition pour différer un départ qui, lorsqu'il se révélera utile, n'en sera que plus pénible et plus risqué (cf. le discours très « ferme » de Pompidou sur le Marché commun agricole et la sollicitude subite du gouvernement pour les petits commerçants). Avec toutes ces mesures, le pouvoir fait coup double : il dissimule la gravité du problème et renforce l'armée de réserve qui pèsera sur le rapport de forces.

Un terrain de lutte

Les éléments réformistes qui contrôlent les plus grandes organisations de la classe ouvrière semblent prêter une oreille assez complaisante à toutes ces propositions. M. Séguéy pense qu'il faut en effet

revoir le problème de l'entrée des travailleurs étrangers. En Lorraine, M. Marchais a dit ce qu'il ferait si, par bonheur, il faisait partie d'un gouvernement de la gauche unie ; il n'a guère pressé les travailleurs de se battre sur place et tout de suite.

En outre, la C.G.T., avec sa proposition de conférence tripartite, attache apparemment plus d'importance à un changement de la politique économique qu'elle préconise qu'au développement de l'action des travailleurs.

Cependant — en attendant les miracles que la gauche fera une fois installée à Matignon et à l'Élysée —, c'est bien sur l'action de la classe ouvrière qu'il faut compter pour obtenir des résultats. Cela peut aller de la manifestation con-

tre les licenciements (ouverts ou déguisés) à l'action pour exiger l'embauche de personnel supplémentaire afin d'assurer la qualité d'un service public ou de diminuer la tension du travail.

Lutte et programme

En précisant leurs objectifs de lutte, les travailleurs pourront également montrer que ce qui est en cause c'est toute une organisation de la production et des rapports sociaux qu'elle engendre et qu'il faudra bien un jour modifier radicalement.

Les travailleurs ne pourront parvenir à rompre définitivement leurs chaînes que si leurs ressources réelles ne dépendent plus de l'oc-

cupation d'un poste de travail. La dissociation de la satisfaction des besoins et du contrat de travail est un objectif fondamental de la lutte révolutionnaire au même titre que l'abolition des cloisons étanches entre travail matériel et travail intellectuel ou entre fonctions d'exécution et fonctions de direction. En régime socialiste, les hommes et les femmes auront leur part de la production nationale (individuellement et collectivement) et ils apporteront leur force et leur intelligence à la collectivité. Mais les deux choses seront dissociées. Alors, le problème de l'emploi ne se posera plus dans les mêmes termes. Pour l'heure, ce qui importe, c'est de faire apercevoir cette perspective aux travailleurs qui en sont à se demander si, demain, ils auront encore ou, enfin, un travail. □

Unifions les luttes contre le chômage

La lutte contre le chômage a été engagée en Lorraine, en Seine-Saint-Denis (chez Roussel-Uclaf), à Paris (chez Heurtey, dans l'imprimerie...) et dans de nombreuses autres entreprises. Mais toutes ces actions restent, pour l'essentiel, très fractionnées.

Il est maintenant grand temps de préparer avec les travailleurs des actions d'ensemble pour que les travailleurs mis en chômage ne soient pas, de plus en plus, sur la défensive. Notre préoccupation essentielle doit être que l'ensemble des travailleurs se retrouvent dans la lutte en ayant les mêmes objectifs, qu'ils soient directement frappés par le chômage ou non.

Répondre du tac au tac

Le chômage fait peur, et le patronat le sait bien. Aussi exploite-t-il la situation pour créer un climat d'insécurité avant de prendre des mesures plus larges en matière de licenciement. C'est le chantage à la fermeture : « Si vous ne restez pas tranquilles, on va être obligés de fermer. » Ce sont aussi les mutations, les sanctions arbitraires afin de tester le niveau de combativité des travailleurs.

N'attendons pas que le patronat annonce des suppressions d'emploi pour réagir ! A chaque sanction, à tout chantage, à toute pression, répondons immédiatement par des actions dans les ateliers, dans les bureaux afin de faire reculer la direction de l'entreprise. N'hésitons pas à engager l'action sur l'ensemble des problèmes actuels : organisation du travail, augmentation uniforme des salaires, aucune liaison entre le niveau des salaires et le niveau de la productivité, lutte contre tous les aspects de la hiérarchie... C'est de cette façon que l'on rendra le rapport de forces favorable aux travailleurs.

Réduisons les horaires et les cadences

Le patronat entretient soigneusement les inégalités. Ici, les travailleurs font quarante-cinq heures, là ils en font trente-cinq, ailleurs ils sont licenciés. Les jeunes ne trouvent pas de travail alors que les travailleurs plus âgés doivent rester en usine jusqu'à 65 ans. Devant ces discriminations connues de tous, il nous faut engager l'action pour les briser. Réduisons les horaires et les cadences, sans diminution de salaires ! Cette proposition n'a rien d'utopique : la réduction des cadences a donné lieu à des nombreux conflits depuis Mai 68. Mais il s'agit aujourd'hui de relier directement l'action sur les horaires et l'action sur les cadences. Car, de cette façon, il est possible de montrer que l'on peut réduire le chômage, refuser tout cas de licenciement en répartissant l'ensemble du travail à effectuer. Et l'action directe conserve tous ses droits. N'attendons pas un hypothétique retour aux 40 heures, appliqué de manière progressive, mais imposons une diminution générale des horaires, en décidant de faire moins d'heures (départs une demi-heure avant la fin des horaires officiels...). C'est dans ce cadre que la lutte pour la retraite à 60 ans peut avoir un caractère plus combatif.

Un même statut pour tous

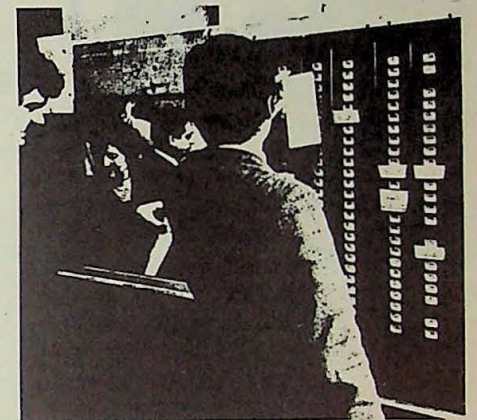
Le développement du chômage touche directement les immigrés. Ainsi, en Lorraine, plusieurs milliers de travailleurs étrangers vont être licenciés. Avec la détérioration du marché du travail, les femmes qui recherchent un emploi en trouvent un très difficilement, à des salaires très bas. De plus, le patro-

nat a multiplié les entreprises intérimaires et n'accorde à ces salariés que le droit de travailler à l'occasion et le droit de se taire. Contre toutes ces discriminations, et pour les briser de l'intérieur, un objectif central doit être retenu : un même statut pour tous, avec garantie d'emploi. Sur ce point, la lutte sera longue. Mais, en luttant pour que l'ensemble des salariés travaillant en France aient les mêmes droits, en luttant pour que les entreprises qui emploient un grand nombre d'intérimaires leur accordent le même statut qu'aux autres salariés de l'entreprise, nous aurons atténué les contradictions qui divisent souvent les travailleurs.

Relevons la solidarité et l'unité des travailleurs

La fermeture d'une entreprise, les licenciements successifs dans un service invitent directement les travailleurs visés à rechercher une solution individuelle. Mais il sera de plus en plus difficile de trouver un emploi dans la même branche, au même niveau de qualification. Le problème est d'ailleurs criant dans les régions que la bourgeoisie a décidé de sacrifier (Lorraine, Midi-Pyrénées, etc.). Et nous savons bien qu'il n'y a pas de solution globale dans le cadre de la société bourgeoise.

Face à cette actualité brûlante, face au développement du chômage, développons la solidarité entre les travailleurs des entreprises touchées. En assemblées d'ateliers, en assemblées générales, discutons de la situation concrète faite aux travailleurs sur le point d'être licenciés et, par cette confrontation vivante, il est alors possible de montrer ce que recherche la bourgeoisie, ce qu'elle attend des hom-



mes qu'elle exploite. Mais il s'agit aussi de préparer des actions plus larges avec les travailleurs de la région, avec les travailleurs de la même branche. Les comités de soutien, à l'initiative des révolutionnaires, permettront de renforcer ce mouvement, permettront de populariser les luttes en cours et de déboucher sur des manifestations actives de la population.

Il sera alors possible de faire reculer le patronat (maintien de l'activité industrielle), mais en ne cachant pas qu'il s'agit d'engager une lutte permanente. C'est par rapport à ces points forts du mouvement, c'est avec de tels succès que l'on reprendra l'offensive, malgré la politique actuelle de la bourgeoisie.

Développons aussi l'unité populaire

Alors que le dépérissement de plusieurs régions est à l'ordre du jour, c'est l'avenir des travailleurs des entreprises comme celui des autres couches de la population qui est en jeu. Cette politique peut être démasquée pour peu que l'on engage un travail d'explication concret, en mettant en évidence l'unité des problèmes : licenciements, transports abrutissants, logements inadaptés, prix des loyers...

Ces propositions d'action, ces objectifs sont à discuter avec l'ensemble des travailleurs. Et en unifiant les luttes contre le chômage, les travailleurs sauront faire face !

Commission Régionale Entreprise Région parisienne.

luttons ouvrières

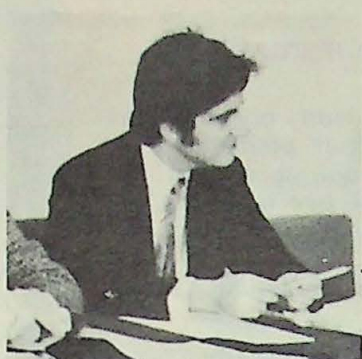


Pierre Naville

Les trois langages du C.E.R.E.S.

C'est au lendemain du Congrès d'Epinal que le CERES a choisi le thème de son 6^e Colloque : du contrôle ouvrier à l'autogestion. Il s'agissait alors de montrer que l'avenir du Parti socialiste résidait dans sa possibilité de déborder le P.C.F. sur sa gauche, en retrouvant les thèmes de Mai 68 et en reprenant le vocabulaire des luttes révolutionnaires. Las! les péripéties du « programme socialiste et des relations P.C.-P.S. ont quelque peu changé les données. Après les campagnes publicitaires et malgré les efforts de certains journalistes du « Monde », la réalité retrouve ses droits et le P.S. sa vraie place, celle d'une force électorale dont le P.C.F. a besoin, et qui traduit les aspirations contradictoires de catégories dites « moyennes ». Sans doute au P.S. comme ailleurs, l'espoir d'un changement profond, la volonté d'efficacité, le souci d'unité, ont conduit des militants, dans des entreprises ou des fonctions techniques d'Etat, à souhaiter un « gauchissement », une relation avec les luttes réelles. Mais la conjoncture, en raison de l'offensive du P.C.F., ne leur apparaît guère favorable : c'est la droite du P.S. qui reçoit le brevet d'unitaire. Que reste-t-il à la gauche ?

Il lui reste les colloques. Ainsi peut-on au mieux essayer d'entretenir l'idée de l'autogestion, quitte à en faire varier le contenu au gré des conversations pré-électorales. Le colloque des 22 et 23 janvier a donc été maussade. Les animateurs du CERES ont dû tenir trois langages à la fois : 1. Le capitalisme d'Etat est un point de passage obligé pour la transition au socialisme ; 2. Il n'y



Jean-Pierre Chevènement

Changements à l'I.N.R.A.

La nomination d'un nouveau directeur général de l'I.N.R.A. (Institut national de la recherche agronomique), proche collaborateur du ministre de l'agriculture, doit être soulignée car elle annonce ouvertement la volonté gouvernementale d'étendre à un secteur jusque là en partie préservé, sa politique d'inféodation des services publics aux intérêts de la grande industrie.

L'intention du gouvernement est claire : il s'agit de donner à l'I.N.R.A. un nouveau rôle, celui qui convient à la réalisation de la seconde phase de la réorganisation capitaliste de l'agriculture. Si dans un premier temps, l'I.N.R.A. a contribué en multipliant les innovations techniques au développement d'une agriculture capitaliste, il s'agit désormais d'orienter aussi bien les études techniques que socio-économiques pour favoriser la mainmise des grandes entreprises industrielles sur ce secteur.

Cette manœuvre est appuyée par une campagne de presse diffamatoire et démagogique qui tend à mettre en accusation les chercheurs de l'I.N.R.A. face aux agriculteurs d'une part (« Ce n'est un secret pour personne... que les agriculteurs reprochent aux chercheurs de se complaire dans les travaux ésotériques au lieu de s'attacher aux problèmes intéressant plus particulièrement la paysannerie », « Paris-Normandie » du 5-1-72), aux responsables de l'administration et de l'industrie d'autre part (« Le Monde » du 14-1-72).

a de société socialiste développée que sur la base de l'autogestion, ce qui implique dès aujourd'hui un affrontement de classe pour le contrôle ouvrier ; 3. L'union de la gauche doit entraîner une victoire qui permettra de créer les conditions de l'autogestion. Il est inutile d'insister sur le cafouillage qui peut résulter de ce triple langage ! Mais l'interrogation sur le contrôle ouvrier et l'autogestion est trop importante pour que le P.S.U. se contente d'un jugement extérieur. C'est pourquoi il a envoyé plusieurs observateurs : deux membres du Bureau national, Chapuis et Le Garrec, ainsi que Serge Mallet et Pierre Naville qui a exposé l'analyse du P.S.U. sur ces questions.

Face aux incertitudes du CERES, aux fausses naïvetés des autres courants du P.S., il restait à leurs invités et aux observateurs à montrer les conséquences du choix du contrôle ouvrier, comme axe stratégique des luttes pour poser le problème de l'autogestion dans la société de transition vers le socialisme. C'est ainsi que des représentants du P.S.U., de la C.F.D.T. (Albert Detraz) et de l'A.M.R., indiquèrent clairement que « l'union de la gauche » qui se prépare n'avait qu'une signification électorale et n'était pas capable d'imposer un nouveau rapport de forces sur le terrain social lui-même, le seul pourtant où la transition vers le socialisme peut être ou non engagée.

Un camarade italien montra de la même façon que les luttes dernières en Italie du Nord, n'avaient pu avoir de débouché politique sur la base d'une entente P.C.-P.S. et que seul le développement d'une force révolutionnaire autonome, fondée à la fois sur les militants des conseils, ceux des syndicats et ceux des partis, pourrait permettre de sortir le mouvement ouvrier de l'impasse. Il était bon que ces choses soient dites et que le CERES soit placé devant le choix, inévitable à nos yeux, d'être le verbe de gauche d'une coalition réformiste ou d'être l'un des canaux qui permette d'associer à la lutte de classes des intellectuels et des cadres qui refusent de gérer la société capitaliste. □

Que peuvent attendre les travailleurs de l'I.N.R.A. de cette réorganisation ? Pour appliquer sa politique, la bourgeoisie a besoin, là comme ailleurs, d'une main-d'œuvre « mobile » ; on peut être assuré qu'à l'I.N.R.A., le gouvernement va œuvrer dans ce sens :

— Refus de contractualiser les 2.500 ouvriers ;

— Remise en cause de la fonctionnarisation des chercheurs (qui a déjà fait l'objet de l'intervention d'un député de la majorité à la Chambre) ;

— Augmentation du nombre des vacataires (main-d'œuvre occasionnelle, contrats de courte durée, etc.).

Pour l'instant, la réaction la plus visible est celle des notables de l'organisme qui en bons féodaux se seraient bien passés d'un roi, mais dont la plupart s'accrochent fort bien de la politique dénoncée ci-dessus et de la « mobilité » des travailleurs tant qu'elle ne les concerne pas.

En ce qui concerne les missions de l'I.N.R.A., il existe pourtant de multiples besoins à satisfaire : qualité des aliments et de l'environnement, amélioration des conditions de travail dans l'agriculture, etc. ; l'I.N.R.A. devrait avoir un rôle important à jouer dans ces domaines. Sa transformation en bureau d'études technologique et économique au service du capitalisme met en évidence le côté dérisoire de la propagande officielle sur ces thèmes.

Enfin, cette reprise en main montre bien que les travailleurs du secteur public ne sont pas à l'abri d'une véritable prolétarianisation dès lors que la bourgeoisie a décidé de les exploiter « rationnellement ».



Serge Mallet

L'I.N.S.E.E. en lutte

Déclenché depuis deux semaines à la suite de sanctions prises par son directeur général contre six militants syndicaux, le mouvement de l'I.N.S.E.E. s'étend maintenant à l'ensemble du ministère des finances.

Ces sanctions — dont un licenciement — frappaient des responsables syndicaux C.G.T. et C.F.D.T. de la direction régionale de Paris. Ces derniers avaient organisé un mouvement collectif de protestation contre les méthodes du directeur général régional Urvoy de Portzamparc.

La direction de l'I.N.S.E.E. et le ministère veulent se débarrasser des militants syndicaux les plus combatifs en espérant jouer sur les dissensions syndicales et la division du personnel. Ils espèrent ainsi freiner une lutte qui dure depuis 1968.

Les directions régionales de l'I.N.S.E.E. ne ressemblent pas à l'administration traditionnelle. Ce sont de véritables usines à chiffres, avec des ateliers de chiffrements, perforation, mécanographie ; des cadences et des horaires très stricts et un personnel sous-payé composé en grande majorité d'auxiliaires et de vacataires.

Depuis deux ans, les luttes se multiplient. En mai 1969, les travailleurs du centre de Stalingrad obtiennent, après huit jours de grève, la mutation d'un chef d'atelier et la levée des

Journalistes

La presse face au pouvoir

Deux nouvelles charrettes pour le chômage dans la presse : à « Paris-Jour », 22 journalistes et 11 employés viennent d'être licenciés. A « France-Soir », dont 24 journalistes ont spontanément présenté leur démission, 36 autres ainsi que 10 employés, sont également licenciés. Cette centaine-là va s'ajouter aux quelque 250 qui pointaient déjà régulièrement dans les bureaux de chômage de la région parisienne en janvier 1972.

A cette situation, il faut ajouter la suspension quasi-générale des embauches, la dénonciation des contrats des pigistes (journalistes payés à l'article, et non au mois) — les « prolétaires » de la profession — l'accroissement, aussi, des pressions multiples sur les informateurs. Une morosité rarement ressentie à un tel point règne dans les salles de rédaction.

Cette menace que fait peser le patronat de presse — l'un des plus réactionnaires qui soient — est grave. Incapable de trouver des solutions à une crise prévisible depuis plusieurs années, il veut maintenant la faire supporter par les journalistes.

Cette politique a reçu l'approbation officielle de Pompidou. Devant la presse parlementaire, ce dernier a récemment déclaré qu'à son avis, quatre quotidiens (deux du matin et deux du soir) sortiraient seuls vainqueurs des concentrations en cours. Les autres — pour la plupart, journaux d'opinion — disparaîtraient. De cette façon, et avec l'appui de l'O.R.T.F., le pouvoir s'assurerait le monopole exclusif de l'information.

A cette situation, les journalistes, mobilisés depuis deux ans au sein de leurs entreprises, ont réagi. A « Paris-Jour », au « Parisien Libéré », à l'A.F.P., des grèves ont éclaté sous la pression des rédactions. A plusieurs reprises, les adhérents du syndicat du Livre s'y sont associés. La période est propice à des luttes dures — et nombre de journalistes en ressentent maintenant le besoin — si l'unité d'action entre les rédactions se réalise.

sanctions contre une militante syndicale.

En septembre 1970, ce sont les travailleurs de l'imprimerie, cette fois, qui font une grève du zèle pour de meilleures conditions de travail. Ils obtiennent satisfaction. Mais, à la même date, un nouveau directeur régional, Urvoy de Portzamparc, monarchiste réputé pour ses méthodes répressives, est nommé. Tout de suite, il va multiplier les provocations. Des agents arrivent-ils en retard? il exige la récupération des minutes « volées à l'administration ».

Les délégués syndicaux ne sont plus reçus. Plus grave encore, des vacataires sont abusivement licenciés pour « in-

suffisance progressionnelle ». La vie privée des employés n'échappe même pas à ces méthodes policières.

Situation qui ne fait dès lors que se dégrader. Le directeur général de l'I.N.S.E.E., Ripert, qui se veut libéral, s'est toujours refusé à reconnaître toute action qui sortait du cadre étroit de la loi et du règlement. Aux travailleurs de respecter la règle du jeu, c'est-à-dire de déposer gentiment leur préavis de cinq jours et d'attendre que l'administration veuille bien prendre en compte leurs revendications.

C'est une goutte d'eau qui fait déborder le vase. En décembre 1971, Portzamparc supprime la journée de congé ac-

cordée aux donneurs de sang bénévoles, prétextant le caractère « sordide » de ce « commerce » : les donneurs sont accusés de monnayer leur sang contre une journée de congé.

Le 23, les travailleurs se réunissent en assemblée générale. Ils se transportent devant le bureau du directeur régional et tous ceux qui le peuvent y pénètrent. Quand ils se retireront, il n'y aura ni violence, ni déprédation.

C'est pourtant cette manifestation qui va servir de prétexte aux sanctions contre les responsables syndicaux.

La direction générale de l'I.N.S.E.E. profite de l'incident du 23 décembre pour s'attaquer aux syndicats C.G.T. et C.F.D.T. jugés trop contestataires. Leur action depuis plus de deux ans à la D.R. de Paris brise la mécanique bien huilée de la concertation. Par ce précédent, c'est la lutte du personnel de la D.R. et de tout l'I.N.S.E.E. pour ses droits et ses revendications qui est menacée.

La réponse est immédiate : 250 (sur 390) travailleurs de la D.R. de Paris se mettent en grève pour obtenir la levée des sanctions.

Des assemblées générales sont organisées à la direction générale qui se met en grève le 13 janvier. Un meeting réunit les grévistes de la D.R. et de la D.G. et une nouvelle grève est décidée pour le mardi 18 janvier sur le plan national de l'I.N.S.E.E. Mouvement qui sera largement suivi à Paris et dans les dix-huit directions régionales. L'école de l'I.N.S.E.E. (l'E.N.S.A.E.) qui comprend 400 élèves s'y associe. Deux meetings tenus à la D.G. rassemblent plus de 300 grévistes.

Le lendemain, le directeur général recule.

Il annonce la transformation du licenciement en blâme, suivi d'une mutation. Mais il maintient les autres sanctions.

La grève reprend à la D.R. de Paris, tandis que le personnel de la D.G. organise le soutien financier et l'information des autres services des finances.

Une journée d'action est organisée ce jeudi 27 janvier dans l'ensemble des établissements parisiens du ministère des finances par les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. Le 3 février les salariés des finances sont appelés à une journée nationale d'action pour obtenir la levée des sanctions.

Soulignons quelques aspects de la lutte :

— Le mouvement a été mené sous forme de grèves de 24 h, avec assemblées générales (les grévistes y sont venus nombreux) le jour de la grève, et meetings à l'heure du déjeuner les autres jours ;

— La grève continue à la D.R. de Paris : le personnel a décidé de poursuivre chaque

semaine une grève de trois jours : les mardi, mercredi et jeudi.

Pourquoi pas une grève illimitée ? En faisant grève toute la semaine, la perte de salaire serait de sept jours. De cette façon, par contre, la production est bloquée et la retenue salariale n'est que de trois jours par semaine.

Pour obtenir la levée des sanctions les travailleurs de l'I.N.S.E.E. poursuivent leur action : le combat seul peut faire reculer la répression.

Carling et ses cadres

Des cadres et techniciens ont séquestré leur patron les 14 et 15 janvier à Carling. L'entreprise est la Société Chimique des Charbonnages (Charbonnages de France - Chimie) qui a deux plates-formes d'usines à Carling (Moselle) et Mazingarbe (Pas-de-Calais), la direction siégeant à Courbevoie.

Le 9 décembre dernier, les représentants des cadres réunis à Paris par la direction se sont vu annoncer une situation alarmante dans la Société, laissant prévoir des mesures de compression de personnel. Le 10 janvier suivant, une réunion organisée par le comité intersyndical de Carling pour l'ensemble du personnel voit une affluence de 400 personnes et est suivie d'un arrêt de travail, d'une occupation du restaurant d'entreprise. Deux jours plus tard les mesures de compression sont annoncées au comité central d'entreprise. Elles touchent surtout les usines du Nord et le personnel des recherches en Lorraine (500 emplois supprimés au total dont 50 en Lorraine).

Le 13 janvier, le personnel des laboratoires, des employés aux ingénieurs, réuni à l'appel de l'intersyndicale (C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C. et F.O.) élaborait une motion devant être présentée à M. Vigne, directeur des usines de Lorraine de C.D.F.-Chimie. Le lendemain matin, une délégation le rencontrait, soutenue par les cent-cinquante chercheurs en grève. La délégation et les employés devant le refus de la direction parisienne de venir s'expliquer sur les mesures de licenciement, décidaient l'occupation des locaux de la direction et la séquestration du directeur régional.

M. Vignes sera séquestré jusqu'au 15 janvier, 22 heures. Une longue série d'interventions des états-majors syndicaux a amené le personnel à relâcher le prisonnier. C'est vraisemblablement la fédération départementale de la C.F.T.C. qui est intervenue pour l'arrêt de la séquestration. Ce fut ensuite la

fédération C.G.C. qui interrogeait la C.G.T. et lui demandait : « Approuvez-vous les séquestrations ? » « Non ! répondait la C.G.T. « Alors faites-la cesser à Carling ! » La fédération C.G.T. intervint donc pour l'arrêt. Ce fut fait le soir même sans contrepartie.

Une intervention de la Préfecture de la Moselle auprès de la direction parisienne de C.D.F.-Chimie aboutit le 17 janvier à une rencontre entre le comité intersyndical et la direction locale. Une table ronde avec la direction générale est fixée et acceptée par le personnel. La délégation du personnel désignée pour cette table ronde comprendra des représentants élus et des spécialistes de la recherche (cadres, techniciens, employés) chargés d'opposer des arguments techniques aux mesures de compression.

La table ronde s'est tenue le 21. Elle s'est terminée sur un constat de désaccord. Dans le week-end des menaces de sanction ont été formulées contre dix militants syndicaux qui ont participé à la séquestration. Une grève a lieu mardi pour la levée de ces sanctions. Tout le personnel de l'usine (et non plus les seuls chercheurs) participe à cette grève.

La suppression d'emplois à C.D.F.-Chimie n'est pas nouvelle. C'est la centralisation qui l'entraîne.

C.D.F.-Chimie, résulte du regroupement en 1968, des usines chimiques des Charbonnages de Lorraine et du Nord. Ces usines dépendaient auparavant des directions locales des Houillères et disposaient chacune de tous les services attachés à une direction.

Pour la Lorraine, un premier transfert sur Paris fut effectué avant 68 : Celui des services commerciaux.

En 1968, eut lieu la création d'une direction commune aux deux usines, localisée à Paris ; depuis, cette direction n'a cessé de grossir (environ 500 personnes aujourd'hui).

Les services de recherches se développent surtout dans la région parisienne, qui hérite aussi des moyens informatiques (centralisation de la gestion). Les compressions décidées récemment vont dans le même sens.

Le bureau d'études du Nord disparaît ; celui de Lorraine est menacé dans les années à venir. L'intention avouée de la direction est d'établir un bureau d'études très restreint à Paris, et de le gonfler ou le dégonfler suivant les besoins, avec du personnel intérimaire.

C'est donc contre la suppression continue d'emplois (et parmi les plus qualifiés) en province, contre le gonflement des services parisiens (à un coût plus élevé qu'en province) que les travailleurs de Carling continuent de lutter.

Marie-Rose en correctionnelle (suite)

Alain Desjardins

C'est rue des Tribunaux, à Saint-Omer, que se situe un bâtiment de pierre, un peu vieillot, mais assez joli, où s'est tenu le procès Marie-Rose.

Pour bien comprendre les faits, nous pensons qu'il est intéressant de revenir un peu en arrière. Géographiquement, Saint-Omer est à la limite de la Flandre occidentale et au centre d'un triangle que nous délimiterons aux villes de Lille, Dunkerque, Boulogne. L'environnement est peu industrialisé, la campagne assez jolie pour le Pas-de-Calais, notamment par rapport au secteur minier.

Début janvier 1971, Marie-Rose (militante A.S.F.-P.S.U.-Comité de locataires...) participe à la distribution d'un tract intitulé « Combat socialiste », le 21 du même mois c'est « Solidarité aux travailleurs de chez Avot-Vallée » qui est donné aux travailleurs de plusieurs entreprises du secteur. Cette militante de 61 ans, épouse d'un retraité, subit rapidement la répression mais tient tête aux interrogatoires qu'elle subit.

Diffamation ?

C'est alors que, onze mois plus tard, Durant, le patron, a recours à la justice bourgeoise en attaquant Marie-Rose pour diffamation.

Qu'y avait-il qui soit diffamatoire dans ces tracts ?

- Être solidaire et appeler à la lutte les 450 travailleurs licenciés chez Avot-Vallée.
 - S'opposer au licenciement de quatre délégués C.G.T. à la V.C.A.
 - Reproduire les vœux de Durand pour 1971.
- Mais aussi :
- Traiter le syndicat autonome de la V.C.A. de « collabo ».

La section P.S.U. de Saint-Omer-Isbergues-Avre-sur-la-Lys organise la riposte.

Un tract intitulé « Un seigneur veut punir » est massivement distribué à la population, dans les usines et les quartiers. C'est au personnel (6.000 salariés) de la V.C.A. que s'adresse en particulier ce tract quand il écrit : « Monsieur Durand, si vous avez réussi à faire régner la terreur dans vos usines, y compris parmi certains chefs réduits au rôle de valets serviles... à réduire au silence les notables politiques, économiques, etc., de la région du Nord, Monsieur Durand, le P.S.U. ne cédera pas. Au contraire, il va se charger de faire connaître votre véritable visage. »

Afin d'établir un rapport de forces important, afin d'intéresser le maximum de militants et d'inorganisés, un « Comité de lutte Saint-Omer » est créé le 14 décembre au sein duquel se retrouvent, pour un même combat, des militants : C.F.D.T., A.S.F., Locataires, P.S.U. Les discussions sont parfois âpres quand il faut décider du contenu du second tract, quand s'affrontent des jeunes ouvriers de la C.G.C.T. et des militants de plus de 60 ans. C'est avec de telles équipes qu'un second tract intitulé « Durand le pillard » est distribué et 800 affiches collées dans la région.

A ce moment, l'action commence à payer : des ouvriers, des employés ressortent de l'usine de Durand (malgré la présence de flics-maison) pour prendre des tracts. Les deux voitures des flics Durand ne pourront arracher toutes les affiches.

Le 19 janvier, dès 14 h 30, les militants, les amis de Marie Rose arrivent par petits groupes comme sait le faire la classe ouvrière et paysanne du secteur, sans bruit, mais avec cette chaleur, cette solidarité dans la lutte qui se lit dans les yeux et se sent à la poignée de mains que l'on se donne.

Mais, bien sûr, pour éviter que cette classe laborieuse, ces 50 à 70 lycéens ne puissent tous participer au jugement (car nous étions deux cents), la séance eut lieu dans la salle du tribunal civil.

Femme du peuple

C'est dans ces conditions que nous avons vu de vieux militants et militantes revivre intensément leur vie ouvrière, leur humble condition d'être humain, quand l'avocat de Marie-Rose fit une brillante plaidoirie de 40 minutes dont voici quelques passages :

- Si Durand n'est pas un lâche (en voyage d'affaires en Espagne, selon son avocat), pourquoi ne comparait-il pas devant cette femme du peuple ?
- Il suffit qu'on attaque les patrons dans la région pour que Durand se sente visé, cela prouve bien qu'il est le maître, puisque c'est lui qui s'oppose à la venue d'entreprises dans la région.
- Durand oublierait-il que nombreux sont les vieux ouvriers qui ont gardé en mémoire comment, en 1937, 350 d'entre eux



Marie-Rose entourée de ses amis à la sortie du tribunal.

licenciés par Durand, ont été éjectés de l'usine par les gardes mobiles.

- Le comité d'entreprise est l'outil de la direction.
- Marie-Rose a toujours donné de son temps, de sa santé, elle aide la classe ouvrière à devenir indépendante, cela la conduit devant le tribunal.

De l'évêque aux immigrés

Comme le comité de lutte de Saint-Omer, notre avocat a permis de faire prendre conscience à la classe ouvrière et paysanne que notre société était une société de classe, dont Durand est un adversaire principal, que son syndicat autonome est aussi à abattre.

Les dizaines de télégrammes et de lettres qu'a reçus Marie Rose, de l'évêque d'Arras, lui témoignant son amitié à des Espagnols l'encourageant à vouloir proclamer la vérité sur l'exploitation des travailleurs, permettent aux exploités de Saint-Omer de mieux comprendre aujourd'hui le sens de la solidarité de classe.

Le tribunal donnera son jugement dans quinze jours.

En attendant, le comité de lutte ne perd pas son temps. Il continue à mener l'action avec les hommes et les femmes qui le rejoignent sur les problèmes de l'emploi, de la répression, du pillage des terres des paysans, car la libération du peuple ne se fera pas par des campagnes électorales, mais bien à partir des luttes que les exploités mèneront eux-mêmes. Et parmi toutes ces tâches, la priorité c'est vers une autre entreprise qu'il faut la mener. La C.G.C.T. (fabrique d'appareillages téléphoniques), qui employait plus de 2.700 personnes avant l'incendie qui l'a ravagée en novembre 1971, ne sera reconstruite qu'en juin 1972. En attendant, les démissions volontaires ou par pression sont nombreuses, le chômage va en augmentant.

En réalisant l'unité et l'initiative populaires, le comité de lutte de Saint-Omer veut ainsi donner la priorité aux luttes sociales sur les luttes électorales et les stériles discussions d'appareils et de cartels.

Assises femmes

Le 5 et 6 février se tiendra à Paris la rencontre nationale femme.

Cette rencontre doit être préparée par une rencontre régionale (même regroupement que pour les A.O.P.)

Que seront ces rencontres :

- Le bilan de notre expérience, de nos réflexions, de nos analyses à travers ce qu'ont fait les groupes, sections, fédérations.

- A partir de là, nous essayerons de dégager des pistes d'action, des mots d'ordre, voire des campagnes nationales.

Il est important que ces rencontres regroupent un maximum de femmes d'endroits différents.

L'expérience des uns n'étant pas celles des autres.

Au plan régional. Ces rencontres sont ouvertes à toutes celles et ceux qui s'intéressent à ce problème, et à tous ceux et celles qui ont mené des luttes sur ce thème même s'ils n'appartiennent pas au P.S.U.

Au plan national, les rencontres régionales délégueront au minimum quatre camarades (1 par commission) pour participer à la rencontre nationale et inviteront sous leur responsabilité les sympathisants.

Ces rencontres seront la préparation des assises nationales de juin qui définiront la ligne politique du parti sur ce front de lutte.

- Que toutes celles qui sont intéressées par ce problème prennent contact avec leurs responsables fédéraux qui ont reçu toute information à ce sujet.

Le samedi matin, avant la rencontre nationale nous pourrions assister à la projection du film « Coup pour coup », un film militant qui pose des problèmes sur une grève de femmes. Une discussion aura lieu après le film. — Film à 10 heures au cinéma New-Yorkais, rue du Faubourg-Montmartre le 5 février. — Rencontre : ouverture de l'A.C. à 14 h 30, 9, rue Borromée, Paris (15^e).

La garderie des enfants est à assurer au niveau des fédérations pour permettre aux femmes de se libérer et de participer à ces rencontres.

Les participants (e) qui s'inscriront le plus tôt possible au secrétariat P.S.U., 9, rue Borromée seront logés chez les militants.



l'Irlande en armes

Le 9 août 1971, des centaines d'hommes sont arrêtés dans tous les ghettos catholiques d'Irlande du Nord en vertu du « Special Power Act ». Cette législation d'exception permet d'arrêter et de détenir indéfiniment — sans preuves, sans procès — tous les gens suspects de sympathies « nationalistes ».

Beaucoup de détenus seront torturés par les services spéciaux de l'armée anglaise et de la police.

La réponse populaire ne se fait pas attendre : pendant tout le mois d'août, les émeutes, les barricades, les attaques de patrouilles ou de cantonnements se succèdent.

Aujourd'hui, la lutte continue, s'amplifie et se diversifie. C'est une lutte politique et économique : manifestations de masse, grève des loyers et des impôts, développement de formes autonomes de pouvoir dans les ghettos, lutte militaire aussi, avec les sabotages et la guérilla urbaine.

L'objectif stratégique c'est la réunification de l'Irlande, l'indépendance et le socialisme. Aujourd'hui c'est l'abrogation du « Special Power Act », la libération de tous les « internés ».



L'explosion

Début janvier, un coup de téléphone anonyme signale à l'armée britannique une importante cache d'armes dans Sheriff Street à Belfast.

Bientôt, protégés par un important dispositif — véhicules blindés, tireurs embusqués dans les portes cochères — les soldats se précipitent dans la maison... Quelques secondes plus tard, alors qu'ils sont occupés à rechercher les armes, le bâtiment explose, ensevelissant une dizaine de soldats sous les décombres.

Un reporter du « Daily Telegraph » — journal britannique peu suspect de sympathie pour l'I.R.A. — est présent sur les lieux.

Il interroge les habitants des maisons voisines, qui ont eu à subir, du fait de la violence de l'explosion, des blessures légères et quelques dégâts matériels. Enfin, espère-t-il, voilà des « catholiques » qui ne me diront pas que du bien de l'I.R.A...

A sa grande surprise, les voisins sont plutôt enthousiastes, et aucun ne songe à se plaindre :

« Bien sûr, cette explosion a brisé pas mal de vitres, et quelques personnes ont été blessées par les éclats de verre... Mais ce n'est rien ; même si nous devons en souffrir, nous soutenons l'I.R.A. dans ce genre d'action : le « sniping » (1) ne suffit plus si nous voulons nous débarrasser de l'armée britannique. »

L'armée du peuple

C'est un exemple. Il y en a des dizaines, des centaines d'autres.

Chaque jour, de nouveaux affrontements, à la mitraillette, au fusil, à la bombe à clous, mettent aux prises les troupes d'occupation britannique et les volontaires de l'I.R.A. — « officielle » ou « provisoire » — dans les rues de Belfast, de Derry, de Newry ou d'Armagh.

Chaque jour, à l'occasion de ces affrontements, la population des ghettos catholiques manifeste de diverses manières le soutien à peu près unanime qu'elle apporte désormais aux combattants de l'armée républicaine.

Dans les Falls, à Belfast, ce sont des femmes qui font écran — en dépit du risque très réel d'être criblées de balles — entre les « snipers » qui se replient après une attaque et les soldats lancés à leur poursuite.

A Ardoyne, c'est une famille qui recueille un volontaire blessé, qui le soigne, cache son arme, brûle ses vieux vêtements et lui en donne de neufs, lui permettant de repartir sans le moindre risque à travers le bouclage de l'armée britannique.

A Derry, ce sont les jeunes et les « vigilants » qui renseignent à tout moment l'I.R.A. sur les moindres mouvements des troupes britanniques.

A travers tout le territoire occupé, et de plus en plus au Sud, dans « l'État libre », un immense réseau de solidarité s'est tissé qui permet à l'I.R.A. de se mouvoir et d'agir avec un très petit nombre de pertes.

(1) « To snipe », en anglais, signifie « canarder ». Les « snipers » sont des tireurs isolés ou opérant en petits groupes, qui ouvrent le feu sur les patrouilles anglaises, généralement à partir des maisons ou de véhicules en mouvement.

luttons internationales

Deux branches, deux politiques

Militairement, les deux branches de l'I.R.A. (2) sont divisées sur la « marche à suivre » ; les « provisoires » préconisent une tactique de harcèlement constant des troupes d'occupation, très offensive, qui leur assure le soutien des couches les plus radicales de la population, les jeunes et les chômeurs ; les « officiels », eux, déclarent dans leur dernier communiqué — début janvier — n'être pas engagés dans une « campagne militaire » et ne provoquer d'affrontement qu'à titre de représailles contre les atrocités particulièrement remarquables de l'armée britannique : assassinats de civils, destruction de maisons, tortures infligées aux républicains détenus.

Dans les faits, pour ne pas être complètement distancés par les « provisoires » et pour répondre aux exigences de leur base, les « officiels » sont souvent obligés de prendre des initiatives militaires très audacieuses en contradiction avec leur ligne et qu'ils qualifieraient — chez les « provisoires » — de provocations irresponsables.

Politiquement, les officiels semblent de plus en plus enclins à rechercher l'alliance avec les représentants de la gauche traditionnelle, en particulier le social-démocrate Labour Party qui, il n'y a pas si longtemps, condamnait énergiquement toutes les violences, d'où qu'elles viennent. Toujours d'après le communiqué du mois de janvier, il apparaît que l'axe de la politique officielle sera cette année la lutte contre l'entrée de l'Irlande dans le Marché commun, sur la base d'un front aussi large que possible, réunissant les communistes, les travaillistes, du Nord et du Sud, et les « républicains », c'est-à-dire la fraction « officielle » de l'I.R.A. et sa branche politique, le Sinn Fein.

Les « provisoires », eux, affichent le plus grand mépris pour les fluctuations politiques des « officiels ». Négligeant les alliances d'état-major, ils s'efforcent de développer, de protéger — même s'ils n'en mesurent pas toujours les implications — les initiatives spontanées de la population.

Ainsi se développent, dans tous les ghettos du Nord, des « assemblées du peuple » que les militants les plus conscients du Sinn Fein « provisoire » considèrent comme la préfiguration du pouvoir populaire à venir.

L'assemblée du peuple

Ces assemblées sont élues sur la base de huit représentants par rue : deux hommes « adultes », deux femmes « adultes » et quatre jeunes de moins de 20 ans, deux garçons et deux filles. Elles prennent ou ratifient la plupart des décisions importantes pour la vie de la communauté : en particulier, elles planifient la grève — quasi générale — des loyers et des impôts.

Dans le cadre de ces assemblées, les femmes et les jeunes sont largement majoritaires, et la voix d'un enfant de 14 ans a le même poids que celle d'un vétéran de 65 ans...

A titre d'exemple : après que l'armée anglaise ait détruit systématiquement tous les lampadaires pour protéger des « snipers » ses patrouilles de nuit, l'assemblée populaire d'Ardoyne — un ghetto de Belfast — a voté la pose de lumières extérieures sur toutes les maisons.

Dorénavant, dans certaines rues d'Ardoyne, les snipers peuvent tirer la nuit comme en plein jour et les gens peuvent se promener en toute sécurité après le coucher du soleil, sans craindre de trébucher sur un parachutiste à la gachette chatouilleuse...

Dans d'autres quartiers plus organisés — à Ballgumphy notamment — l'assemblée a désigné un comité de développement qui a ouvert des petits ateliers autogérés pour les chômeurs.

Il est encore trop tôt pour dire si ces initiatives spontanées balayeront le jeu politique traditionnel et imposeront un véritable pouvoir populaire à l'intérieur de la communauté.

Aucun groupe, pour l'instant, ne les a réfléchies, articulées, coordonnées assez rigoureusement pour qu'elles apparaissent clairement comme l'alternative.

Il reste qu'elles se développent, continuellement, et qu'elles témoignent, avec les succès militaires de l'I.R.A., de la volonté de résistance et du génie créateur du peuple irlandais.

De nos envoyés spéciaux.

(2) L'I.R.A. et sa branche politique, le Sinn Fein, se sont scindés après les événements de 69 et l'intervention ouverte de l'armée britannique dans les ghettos catholiques. A cette époque, l'I.R.A., incapable d'assurer l'autodéfense de la communauté, renonce à la lutte armée et s'engage dans un processus électoral « de gauche ». Les partisans de la tradition « militaire » fondent l'I.R.A. « provisoire ». Il y aura dès lors deux I.R.A. — officielle et provisoire — et deux Sinn Fein.

Long-Kesh : les hommes derrière les barbelés

« Les autos blindées, les tanks et les fusils sont venus nous prendre nos fils. Mais chacun soutiendra les hommes derrière les barbelés. »

Ce disque, diffusé clandestinement au Nord, est deuxième au hit-parade, mais interdit à la radio du Sud. Il raconte la nuit du 9 août 71 : l'armée britannique croyait pouvoir briser la résistance des travailleurs catholiques en « internant », c'est-à-dire en jetant dans les camps sans les inculper ni les juger, les membres supposés de l'I.R.A. En fait, comme le disent les militants de l'I.R.A., « l'internement a été notre meilleur agent recruteur ». Il a soudé ouvriers et chômeurs catholiques autour de l'I.R.A. et des internés. Leurs lettres, les foulards républicains faits avec des marqueurs dans les camps, passent de main en main. A Noël, les cartes de vœux révolutionnaires dessinées par eux ont supplanté les cartes traditionnelles : une manifestation a occupé l'autoroute allant de Belfast au camp de Long Kesh aux cris de « Qui voulons-nous libérer ? Les internés jusqu'au dernier ! »

Aujourd'hui plus de sept cents hommes sont internés, sans être condamnés : 400 d'entre eux sont enfermés dans le camp de Long Kesh qui n'a rien à envier aux camps de concentration nazis de 1933. Les internés sont entassés dans des baraques en tôle ondulée cernées de barbelés, de miradors. Ils y dorment et y vivent dans le froid et l'humidité. Le minimum vital d'une nourriture toujours froide. Et surtout des brimades continues : suspensions des visites, insultes et coups par les soldats, chiens lâchés contre eux. Les internés ont à peine la place de se mouvoir entre la baraque et les barbelés qui l'entourent. Certains d'entre eux ont plus de 60 ans et ont déjà connu deux à trois fois les camps anglais, d'autres n'ont pas 15 ans (*).

A l'intérieur de chaque baraque les internés ont élu des comités pour régler les problèmes politiques et matériels. Les responsables de ces comités sont des membres d'une des deux branches de l'I.R.A. où des inorganisés.

A deux reprises les prisonniers de Long Kesh ont fait une grève de la faim comme ceux du navire-prison « Maidstone » dont sept détenus ont réussi une évasion spectaculaire.

En octobre 71 une révolte a secoué le camp de concentration : cantine brûlée, barricades aux entrées.

Les soldats ont alors attaqué avec des grenades lacrymogènes et des

bâtons ferrés. De nombreux détenus ont été grièvement blessés et ont les membres cassés. Aujourd'hui l'armée ouvre deux nouveaux camps à Magilligan et Enniskillen. A la nouvelle que l'armée pourrait y interner des femmes, un jeune chômeur de Derry nous a dit : « S'ils osent faire ça, tout le monde ici prendra le fusil. »

Dans les semaines à venir, le peuple irlandais va tout faire pour « libérer les internés jusqu'au dernier » et détruire les camps où on assassine lentement les combattants de la liberté.

« Que les dizaines de milliers de travailleurs et de militants qui ont empêché l'exécution des Basques de Burgos, que tous ceux qui se souviennent des camps de la mort et de la peste brune se lèvent à nouveau pour faire libérer nos frères irlandais. »

(*) Une enquête de psychologues anglais a révélé que les internés seraient traumatisés de façon incurable.

Erim fasciste

Comme Pompidou qui parle d'Eluard, Erim est poète. Pour qualifier la répression en Turquie n'a-t-il pas dit : « Le cas échéant, on peut couvrir d'un châle la déesse de la liberté ». Le chef du gouvernement fasciste turc n'a pas suscité l'enthousiasme en venant en France. Il est vrai qu'il y venait pour affaires, comme M. De Lipowski quand il va saluer les fascistes grecs.

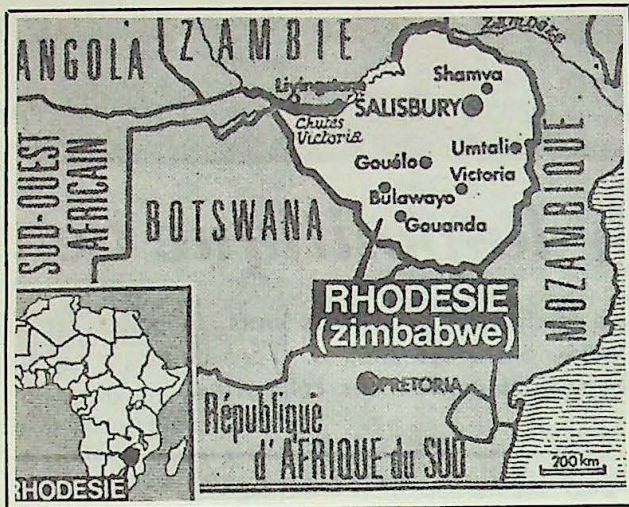
Ces affaires, c'est l'aide que le gouvernement français peut apporter à la bourgeoisie fasciste appuyée par l'armée turque, pour organiser les déportations de Turcs en France.

Les organisations démocratiques ont toutes protesté contre la répression en Turquie à l'occasion de ce voyage. Des militants révolutionnaires turcs ont fait une grève jusqu'au départ d'Erim de France. Cette sensibilisation de l'opinion était nécessaire. La lutte pour dénoncer les crimes fascistes en Turquie doit se poursuivre. Il faut également rappeler que les Arméniens, les Kurdes ont en Turquie été sauvagement réprimés dans leur lutte de libération nationale. Il faut continuer la mobilisation.



Zimbabwe : rien ne va plus

Jean-Louis Auduc



Si nous employons ici le terme Zimbabwe pour désigner ce que l'ensemble de la presse et notre propre gouvernement appellent Rhodesie, c'est parce que le terme Rhodesie a été forgé par le colonialisme anglais et qu'il est rejeté comme tel par l'ensemble de la communauté africaine. Celle-ci utilise le terme de Zimbabwe : pays du fleuve Zambèze.

Au moment où Ted Heath signait le traité ratifiant l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E., sa politique internationale recevait un démenti cinglant, au cœur de ce que les colonialistes anglais appellent encore « l'Afrique blanche ».

Quatorze morts et cinquante-six blessés, tel est le bilan officiel des onze jours de répression du gouvernement Ian Smith contre la population africaine du Zimbabwe.

Les causes de cette poussée populaire ne sont pas nouvelles.

Elles tiennent au fait que, depuis le 11 novembre 1965, 280.000 Blancs, avec la bénédiction du gouvernement anglais — travailliste — puis conservateur tiennent en esclavage quatre millions et demi d'Africains.

Le gouvernement de Londres pensait d'ailleurs que Ian Smith tenait la situation suffisamment en main puisqu'en novembre dernier il acceptait de signer un accord. Un accord qui reconnaît la prise de pouvoir des fascistes rhodésiens et qui comporte la loi électorale suivante :

« Pour être électeur, un Africain doit justifier pendant les deux années avant son inscription un revenu annuel de 600 dollars ou posséder une propriété d'une valeur de 1.100

dollars ou avoir payé 300 dollars d'impôts et avoir deux années d'éducation secondaire. » Quand on sait que la population africaine ne compte que pour deux pour cent du revenu fiscal dans le pays, on voit les conséquences de cette loi...

Le gouvernement conservateur anglais pensait que l'approbation de quelques Africains proches du régime, la mise en prison de quelques opposants suffiraient à calmer les doutes qui tennaient l'opinion publique anglaise. Rassuré par Ian Smith, il acceptait d'envoyer une commission dirigée par Lord Pearce pour, soi-disant sonder les sentiments de la population africaine... Le bilan est un échec complet. Les travailleurs africains, tenus sous le boisseau par la police, exclusivement blanche, de Smith, et par les unités sud-africaines (il faut bien s'aider entre fascistes) stationnant sur le territoire rhodésien, ont refusé massivement la commission Pearce. Déchirant les formulaires de celle-ci, ils ont montré dans la rue leur volonté de lutte contre l'opresseur raciste.

A Shabani, ils sont descendus dans les rues, ont attaqué le siège du parti gouvernemental, se sont heurtés à la police raciste qui a fait un mort, dix blessés.

Dans la cité minière la plus importante du pays, Ewelo, les travailleurs africains ont fait grève, lapidé les voitures de la police, etc.

La réponse de Ian Smith a été la répression à outrance, emprisonnant y compris les éléments modérés du Congrès national africain et tirant sur les manifestants africains.

Cela avec la bénédiction de « l'Européen » Heath, Premier ministre anglais. Celui-ci faisant deux poids, deux mesures traite fermement le Maltais Don Mintoff qui veut essayer de mener une politique indépendante, et adopte l'attitude la plus conciliante avec le fasciste Smith.

Soutien aux déserteurs portugais

Le Portugal est le pays avec les indices de productivité consommation alimentaire les plus arriérés de l'Europe, en un mot il est le pays le plus pauvre de celle-ci. Son principal produit d'exportation est une marchandise très particulière : la main-d'œuvre (seulement en France, il existe à peu près 800.000 travailleurs).

Le gouvernement portugais, qui ne change pas depuis 1926, est un gouvernement de la bourgeoisie qui a pris la forme d'une dictature fasciste.

Le Portugal, bien qu'étant le pays le plus pauvre de l'Europe, est celui qui maintient le plus grand empire colonial encore existant, cet empire colonial est vingt-deux fois plus grand en territoire que la superficie même de la métropole, et a une population d'environ 12 millions d'habitants, soumis depuis 400 ans au travail forcé.

Il y a 11 ans, les peuples des colonies se sont soulevés en armes contre l'exploitation coloniale. Depuis cette époque le gouvernement portugais maintient, avec l'aide de ses protecteurs et partenaires impérialistes, une armée de 150.000 hommes en Afrique (la population portugaise est de 8 millions d'habitants).

Actuellement, les jeunes Portugais sont obligés d'accomplir 3 à 4 ans de service militaire. Depuis un certain temps on assiste à une nette recrudescence de la résistance anti-coloniale dans l'armée. Le refus de la guerre coloniale se traduit souvent par la désertion et le départ à l'étranger. En fait, étant donné les conditions de la répression fasciste et le faible degré d'organisation des forces de résistance, le maintien au Portugal, même de déserteurs en situation de clandestinité, est à l'heure actuelle impossible.

Il faut dire que l'enjeu du Zimbabwe est d'importance.

Entre l'Afrique du Sud de l'apartheid (une Afrique du sud non exempte de problèmes, comme l'a prouvé la récente grève victorieuse des mineurs de Namibie), et le Mozambique colonisé par les Portugais, la Rhodesie Zimbabwe est un pion de choix dans ce bastion raciste.

Un pion qu'utilisent le gouvernement de Londres, comme celui de Washington. Un pion qui trouve l'appui du gouvernement français dans les organismes internationaux. Il faut dire que celui-ci a, dans la région, beaucoup d'intérêts autour du barrage de Cabora-Bossa. □

Le soutien aux déserteurs portugais à l'étranger est fondamental pour que le mouvement de refus de la guerre puisse atteindre toute son ampleur. Il permet aux militants portugais qui travaillent au sein de l'armée d'encourager les désertions collectives et les actes d'insubordination, ceci au Portugal même et aussi au front, en affaiblissant la puissance de l'armée coloniale portugaise.

Récemment (1^{er} novembre) est entré en vigueur un accord sur l'émigration signé entre les gouvernements portugais et français, lequel sous la couverture de régularisation et protection des travailleurs portugais va empêcher, ou tout au moins entraver, ces possibilités de séjour.

Il existe déjà en plusieurs pays d'Europe des comités de soutien aux déserteurs portugais. En France, il n'existe aucun comité semblable ; or c'est en France que viennent le plus facilement les jeunes qui fuient le service militaire, où les tâches de soutien sont les plus importantes. Pour cette raison un groupe de déserteurs portugais lance en ce moment l'idée de constituer un Comité en France. Les militants du P.S.U. le soutiendront. □

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois	26 F
1 an	50 F
Soutien (6 mois ...	50 F
(1 an	100 F

9, rue Borromée - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

La télé asphyxiée

■ *Entretien avec des militants du S.F.R.T. (Syndicat français des réalisateurs de télévision).*

Q. — *Que pensez-vous de l'indépendance de l'O.R.T.F. ?*

R. — Actuellement l'O.R.T.F., organe para-étatique géré théoriquement par un Conseil d'administration a trois champs d'action : l'éducation, la culture, et la distraction. Le Conseil d'administration est censé être composé des représentants des activités relevant de ces trois domaines. En fait, on a choisi des fonctionnaires. Le directeur, lui, est nommé en conseil des ministres (De Bresson). Depuis la promulgation du statut de 1964, et malgré Mai 68, c'est dans l'équipe Pierrefitte que l'O.R.T.F. choisit ses gens. L'ancien ministre de l'Information qui n'a théoriquement plus aucun rapport avec l'Office, y dispose pourtant d'une voiture avec chauffeur.

Tout rapprochement avec la B.B.C. anglaise qui peut résister aux pressions du pouvoir serait gratuit. L'équipe Desgraupes a pris les apparences du libéralisme, mais c'est une fiction, un leurre ! Avec le nouveau statut, on est passé du stade colonialiste, sous la coupe directe du ministère de l'Information au régime néo-colonial pour respecter certaines formes extérieures. Du reste, il existe une ligne directe entre l'Office et le cabinet de Pompidou.

Q. — *Comment s'effectue le contrôle des émissions ?*

R. — Depuis 1968, on a mis en place un système de contrôle strict. Autrefois, la direction était obligée de censurer un produit fini (Affaire Pollack, Emission sur Cuba de M. P. Fouchet) avec le risque de réprobation publique que cela comportait. La nouveauté, c'est de contrôler la réalisation avant, pendant et après. Sous le prétexte technique d'une meilleure gestion, on s'est arrangé pour qu'il n'y ait plus besoin de censure car la commande est surveillée à chaque phase de sa réalisation (moyens matériels et financiers chichement comptés, tournage contrôlé,

etc.). Le chef de fabrication, grade créé de toute pièce, est officiellement chargé de veiller à ce que le produit fini soit dûment conforme au produit annoncé. Pas d'écart possible pour le réalisateur avec la ligne à suivre. Pour éviter une censure publique et impopulaire, on a institué plus subtilement une censure implicite, qui ne saute pas aux yeux mais qui n'en est pas moins dangereuse.

Q. — *Comment s'est manifestée la mainmise de la direction ?*

R. — Aux différentes sections de programme dont la définition était tellement large qu'elles devenaient difficilement contrôlables, on a substitué 22 sections strictement délimitées et dont l'ensemble englobe la totalité des programmes. (Parmi elles, trois sections de dramatiques, trois sections de variétés, six sections de documentaires.) Par ailleurs, en matière de gestion, la comptabilité analytique a été retenue, ce qui permet de suivre avec beaucoup de précision les achats d'un service à l'autre. Enfin des standards étroits de productions ont été institués : telle durée d'émission donne le droit à une quantité fixée d'avance d'argent, de moyens, de matériels.

Q. — *On a beaucoup parlé de la recherche d'un nouveau mode de langage, spécifique à la télé. Que pensez-vous de la politique suivie dans ce domaine ?*

R. — L'Office programme 5.000 heures d'émissions sur les deux chaînes dont 3.000 sont fabriquées par lui, alors que l'industrie du cinéma ne produit que 100 heures. C'est dire l'importance de la télé comme moyen de communication de masse. Dans la grille des programmes, une place importante est accordée aux films « de cinéma », ce qui est la négation de toute recherche en matière de télévision. En fait, l'O.R.T.F. s'oriente vers l'abandon

de toute politique de création autonome.

Par ailleurs, l'office est intéressé à la production de films, ce qui lui permet de mettre sous clef des réalisations qui n'étaient politiquement pas à son goût. (Godard, Baratier et même Lelouch). La direction veut transformer l'Office en « usine à distraction à bon marché », d'un niveau navrant.

Q. — *Il y a pourtant les émissions dites culturelles !*

R. — Tout est fait pour donner de la France, le reflet d'un pays tranquille et sans problèmes.

Ah, mais vers 22 h. 30, on donne dans l'intellectualisme ! Et même on pardonne quelques coups de griffes sans gravité contre le pouvoir, ... quand la plupart des téléspectateurs (en majorité les travailleurs) sont allés dormir. L'écoute à 21 h 30 de « Visa pour l'Avenir » par exemple, représente 10 % des téléspectateurs. Programmée à 22 h 30, l'émission, devenue « Portrait de l'Univers », touche seulement 3 ou 4 %, selon les habitudes — le vendredi on se couche tard — ou le programme de l'autre chaîne (la concurrence du film est imbattable).

Q. — *Est-il exact que le service public de l'O.R.T.F. est « bradé » aux firmes privées ?*

R. — L'accord entre l'O.R.T.F. et Hachette sur les vidéo-cassettes a été négocié par des fonctionnaires, MM. Nora et Worms, qui, une fois le contrat signé, sont « entrés » chez Hachette avec le titre de directeurs. Une société a été fondée pour exploiter ce nouveau marché de l'audio-visuel : la société Vidéogramme (50 % Hachette et 50 % O.R.T.F.). L'Office apporte en cadeau de nocces 3.000 heures d'émissions immédiatement exploitables en vidéo-cassettes. Ainsi un établissement public met des fonds publics, collectés avec les redevances de l'ensemble des téléspectateurs, à la disposition de l'initiative privée sans consultation d'aucun organe représentatif d'une quelconque volonté populaire. C'est Hachette, qui, à l'appui de son réseau de presse, « truste » le monopole de la diffusion et de la distribution, et ce, au mépris du droit des auteurs.

Q. — *Qu'est-ce qui est à l'origine des luttes menées actuellement à l'O.R.T.F. ?*

R. — C'est l'affaire de la publicité clandestine dans laquelle P. Sabbagh contacté par Havas-Conseil pour truffer les émissions de « publicité-pirate » des grandes marques. Une mission d'enquête à l'initiative du sénateur Diligent a été constituée dans cette affaire. Elle a refusé de se faire doubler par une commission de contrôle émanant de l'assemblée, en fait de la majorité. Cette affaire peut paraître secondaire bien que, il faut le rappeler, 30 secondes de temps de publicité à la télé coûtent 30 millions, soit un million la seconde. Ce n'est pas rien. On comprend l'intérêt des grandes firmes pour la publicité indirecte à l'intérieur même des émissions. Ces firmes peuvent alors se montrer généreuses envers ceux qui leur ont facilité la tâche. Pour sa part, Marcillac dit avoir touché 100 millions. Cette affaire a créé une atmosphère de nervosité et de contestation au sein de l'Office.

Q. — *C'est à ce moment que la discussion a été engagée avec la direction ?*

R. — La direction avait prévu un protocole pour remplacer le système ancien du « paiement au cachet » des réalisateurs, c'est-à-dire à la pièce. Il est apparu clairement au S.F.R.T. qu'il y avait là une tentative précise d'intégration des syndicats au nouveau système de surveillance mis en place. L'accepter, c'était s'autocensurer. Les réalisateurs de la télé ne l'ont pas voulu. Les producteurs et les acteurs ont également refusé (15 décembre 1971). C'était un premier échec de la direction qui tenta alors de diviser les différentes catégories de personnels pour mieux les museler. Mais les techniciens (mixeurs, bruiteurs, monteurs) n'ont pas voulu se séparer de l'action des réalisateurs et faire le jeu de la direction.

Q. — *N'encourez-vous pas le reproche de vous opposer à la modernisation de l'O.R.T.F. en grandes unités de production ?*

R. — La réalisation télévisée ne peut être qu'artisanale. Il n'est pas question que la télé devienne une usine à saucissons. La T.V. américaine n'est pas parvenue à « s'industrialiser ». Elle a dû renoncer à sa tentative.

Il faudrait plutôt prévoir des ateliers de production qui conservent le caractère personnel et humain, indissociable de ce genre de production. L'autogestion de ces ateliers en serait le complément cohérent. Mais ça, c'est une autre affaire !

PROPOS RECUEILLIS
PAR ALAIN MOUTOT.

